



Altahalouf

Magazine trimestriel publié par le Centre de la CIMCT



**Le sommet arabe appelle à la signature de la
Convention arabe contre le terrorisme**



**EXTRÊME DROITE
FABRICATION DE LA HAINE ET INCITATION
À LA DISCRIMINATION RACIALE**





AL TAHALOUF

Magazine trimestriel publié par le Centre de la CIMCT

Numéro 15 - Juillet 2023



Superviseur général

Le Major Général Mohammed bin Saïd Al-Mughaidi
Secrétaire Général désigné de la Coalition Islamique Militaire
pour Combattre le Terrorisme

Rédacteur en chef

Ashour Ibrahim Aljuhani
Directeur du Département d'Études et de Recherches

Conception, réalisation et édition

Société Taoq pour la Recherche et les Médias

Courriel: info@taoqresearch.org

Téléphone: +966 114890124

Pour la version électronique



TAOQ RESEARCH
توق للبحوث



For Further Information And Support

magazine@imctc.org

Conditions de publication:

- Le matériel envoyé doit être au cœur du thème du magazine (combattre le terrorisme) et lié à l'une de ses quatre sections: Intellectuelle, médias, financement du terrorisme et militaire.
- Le matériel doit être authentique, objectif et novateur; d'un curriculum, d'une langue et d'un style appropriés.
- Dans le matériel de recherche, il est impératif d'engager de la documentation, en attribuant les citations à leurs propriétaires, les emprunts à leurs sources; et en fournissant les références des données.
- Le matériel doit être rédigé dans l'une des trois langues: Arabe, anglais ou français.
- Le matériel ne doit pas avoir été publié par quelque moyen que ce soit, sous forme imprimée ou électronique, même en changeant le titre ou en procédant au moindre changement.
- Le matériel ne doit pas provenir d'une recherche ou d'un livre, que ce soit de l'écrivain lui-même ou d'autres.
- Le matériel qui ne sera pas publié n'est pas nécessairement mauvais. Le rejet peut être dû à des considérations techniques ou autres, comme d'avoir déjà publié un article similaire, l'auteur en sera informé.
- Le comité éditorial a le droit de disposer du matériel soumis, de l'abréger, le modifier, le corriger et l'évaluer, sans préjudice à l'essence du sujet ni à ses idées principales.
- L'auteur a le droit de republier son contenu de la manière qui lui convient, à condition qu'il déclare explicitement que ce contenu a déjà été publié dans le Magazine de la Coalition.
- Le Magazine de la Coalition a le droit de republier le contenu de quelque manière que ce soit, par voie électronique ou dans des publications indépendantes.
- Le Magazine de la Coalition a le droit de traduire le contenu dans n'importe quelle langue et de le republier dans ces langues.
- Le matériel envoyé est informatisé avec le programme Word, (Arabe Traditionnel), mesure 1A pour l'arabe, avec notes de bas de page et sources, le cas échéant, à la fin de l'article, avec les caractères romains (New Roman), mesure 1E, pour l'anglais ou le français.
- Il est préférable de transcrire les versets coraniques tirés du texte du Coran en calligraphie ottomane, en les mettant entre crochets et en mentionnant le nom de la sourate et le numéro du verset.
- Il est souhaitable de joindre des images illustratives liées à l'article. Les images doivent être tirées de sites de photos spécialisés et non de journaux et de magazines.
- Le Curriculum Vitae de l'auteur doit être joint à l'article, quand il participe pour la première fois, y compris notamment: Prénom, nationalité, pays de résidence, spécialisation, emploi actuel, productions scientifiques et culturelles, adresse électronique, numéro de compte bancaire et photo récente de première entrée.

Les opinions publiées dans le magazine expriment l'opinion de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement le point de vue du magazine.



17

FONDEMENTS INTELLECTUELS DE L'EXTRÊME DROITE



20

LA MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE (ED) EN EUROPE



24

L'EXTRÊME DROITE AUX ÉTATS-UNIS



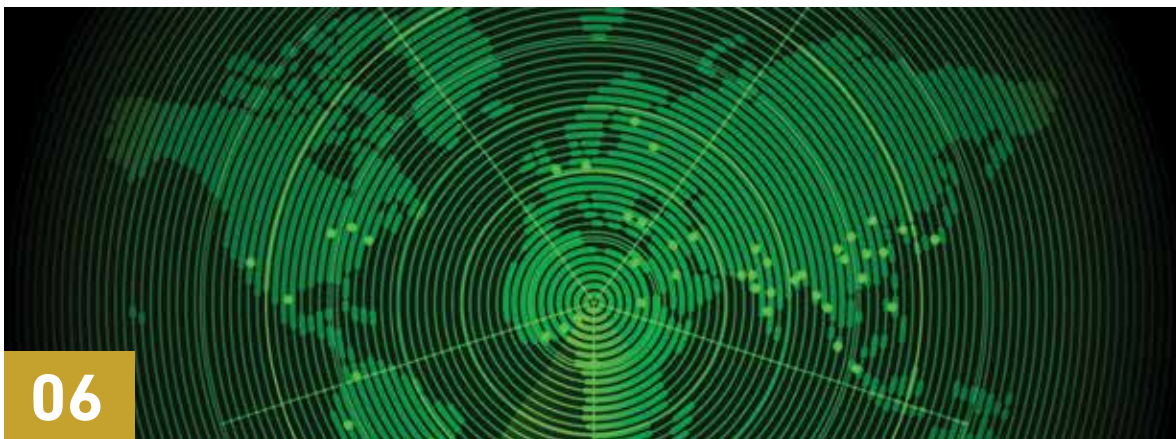
28

FINANCEMENT D'EXTRÊME DROITE



32

L'EXTRÊME DROITE THÉORIQUE



06

INDICE MONDIAL DU TERRORISME 2023



10

SIGNIFICATIONS DU CIBLAGE DES MOSQUÉES EN OCCIDENT



14

**JACINDA ARDERN
ICÔNE POLITIQUE FACE À L'EX-
TRÉMISME**



35

AL-GAMA'A AL-ISLAMIYYA (GI) EN EGYPTE





Le Sommet arabe condamne les opérations terroristes et appelle à la signature de la Convention arabe contre le terrorisme



La déclaration finale du sommet arabe, qui s'est tenu à Djeddah le 19 mai 2023, a condamné toutes sortes d'opérations criminelles lancées par les organisations et groupes terroristes dans les pays arabes et dans le monde et appelé les pays arabes qui n'ont pas encore signé la Convention arabe contre le terrorisme pour le faire.

Le prince héritier du Royaume d'Arabie saoudite, SAR le prince Muhammad bin Salman, a indiqué dans son discours d'ouverture du 32e sommet, qu'il a présidé au nom du Serviteur des deux Saintes Mosquées, le roi Salman bin Abdulaziz, que l'Arabie Saoudite s'oppose à ce que la région arabe se transforme en un champ de conflits, disant : Il nous suffit en tournant la page du passé, de nous souvenir des conflits douloureux qu'a vécus la région, au cours desquels ses peuples ont souffert et le processus de développement a été entravé.

Le sommet a soutenu les efforts du gouvernement somalien dans sa guerre globale contre le terrorisme du mouvement

al-Shabaab, louant les efforts de l'armée nationale somalienne contre les groupes terroristes et soulignant le droit inaliénable des États membres de repousser toute attaque contre leurs sociétés, leurs citoyens et leurs institutions et de prendre toutes les mesures appropriées, conformément à la Charte de la Ligue des États arabes et celle des Nations Unies et aux règles du droit international.

Au titre de l'article (Maintien de la sécurité nationale arabe, lutte contre le terrorisme et développement du système arabe de lutte contre le terrorisme), la Ligue arabe a appelé à intensifier les efforts visant à faire tarir les sources de financement du terrorisme, traquer les déplacements des terroristes étrangers, limiter leurs déplacements entre les différents pays, et adopter les mesures juridiques nécessaires pour empêcher les terroristes d'utiliser les technologies de l'information dans leurs actes terroristes.

Le sommet a appelé au renforcement de la coopération dans le cadre de la Convention arabe sur la lutte contre les

délits liés aux technologies de l'information et à une action collective pour empêcher les organisations terroristes d'utiliser les médias sociaux pour diffuser leur propagande incitant à la haine et à la sédition, et mettre à jour la base de données des combattants terroristes étrangers et la liste arabe unifiée des organisations et entités terroristes (Liste noire des auteurs, responsables et pourvoyeur des actes terroristes).

Il a de même appelé à la promulgation de lois et l'adoption de procédures pour criminaliser la pensée extrémiste excommunicatrice qui alimente le terrorisme et provoque des conflits sectaires. Il a de même exhorté les pays arabes à criminaliser toute action pour rejoindre les organisations terroristes en dehors des frontières nationales, dans les zones de conflit.

Le sommet a souligné l'importance de continuer à coordonner les positions arabes au sein des organisations régionales et internationales de lutte contre le terrorisme, soulignant la nécessité d'efforts concertés de la part de la communauté internationale pour parvenir à un accord global relatif au terrorisme international, qui soit un outil efficace contre le terrorisme, et l'importance de soutenir la coopération existante entre la Ligue des États arabes et l'ONU, pour la mise en œuvre de programmes conjoints de coopération juridique et judiciaire contre le terrorisme.

Il s'est félicité à cet égard des résultats de la réunion à distance tenue le 30/11/2022 entre la Ligue et l'Autorité

européenne pour l'action extérieure, dans le cadre de la coopération entre les deux parties dans le domaine juridique et judiciaire antiterrorisme. Il a également salué les résultats de la 6e réunion du Comité directeur du Programme régional arabe pour prévenir la criminalité, le terrorisme et les menaces sanitaires et renforcer les systèmes de justice pénale, conformément aux normes internationales des droits de l'homme (2016-2022), tenue au Caire du 13 au 15 décembre 2022. Ils se sont également félicités de la signature du cadre d'action régional pour les pays arabes 2023-2038, entre la Ligue des États arabes et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

Le sommet a appelé les États membres à fournir au Secrétariat général de la Ligue des États arabes des rapports complets sur les initiatives nationales contre le terrorisme, ainsi que les résultats des travaux des conférences et séminaires consacrés à la lutte contre les organisations extrémistes, et fournir au SG de la Ligue les photos, documentaires et publications disponibles mettant en lumière les tragédies des victimes des actes terroristes et de les présenter dans le cadre des activités de la « Journée arabe de sensibilisation à la douleur et aux tragédies des victimes d'actes terroristes » dans la région arabe, invitant les pays arabes et les institutions d'action arabe conjointe à commémorer cette journée et fournir au Secrétariat général les initiatives entreprises à cet égard. ■





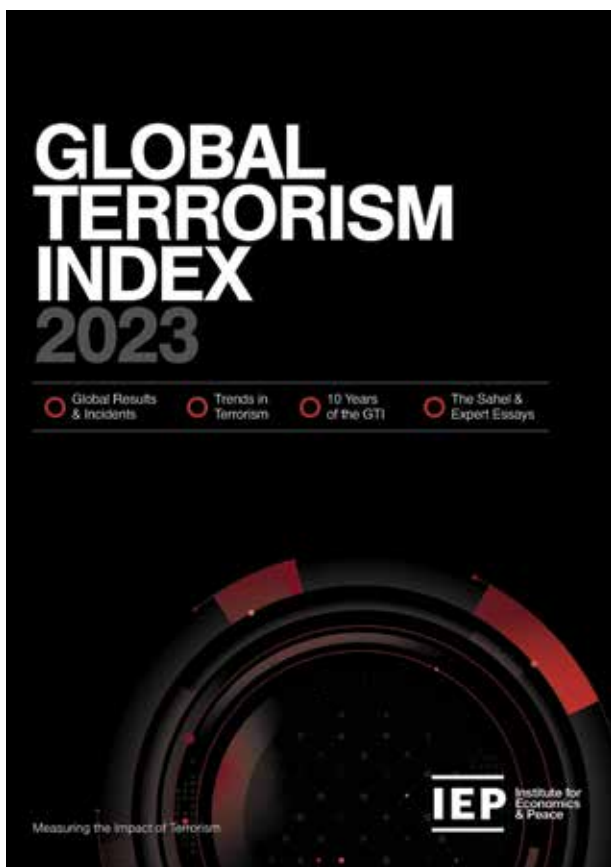
Indice Mondial du Terrorisme 2023

Le terrorisme recule au Moyen-Orient et se dirige vers la Sahel

■ Dr. Hani Ramadan Zarad

L'Institut d'Économie et de Paix (IEP) de Sydney, en Australie, a publié la dixième édition de l'Indice Mondial du Terrorisme 2023, qui rapporte le nombre d'attaques terroristes en 2022, les décès qui en résultent, les groupes les plus violents, les pays les plus touchés, les tendances terroristes, les motivations géopolitiques et les objectifs idéologiques des groupes terroristes, ainsi que les plans et moyens qu'ils utilisent. Le rapport couvre 163 pays, dans lesquels vivent 99,7% de la population du monde.

■ Journaliste et chercheur, SRMG, Riyad.



Baisse de la mortalité

Le rapport indique que le nombre de décès résultant d'attentats terroristes en 2022 a diminué de 9%, enregistrant 6701 décès, contre 7142 en 2021, soit une baisse de 38% par rapport au pic des opérations terroristes en 2015 (10.881 décès). Les attentats terroristes ont diminué de 28% pour la première fois depuis 2019. L'indice a enregistré 3955 attaques en 2022, contre 5463 attaques en 2021.

Cependant, les attentats terroristes de 2022 sont plus meurtriers. Ils ont causé 1,7 décès par attaque, contre 1,3 en 2021. Le rapport indique que sur les 163 pays inclus dans le rapport, 121 pays n'ont enregistré aucun décès dû au terrorisme, ce qui est un record depuis 2007. Le rapport attribue la diminution des attentats et des morts à plusieurs facteurs, dont: la baisse de l'intensité des conflits au Moyen-Orient, les changements politiques en Afghanistan et l'augmentation de la coopération anti-terrorisme sur le terrain.

Le rapport montre que si le terrorisme recule au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, il se déplace incessamment

vers la région du Sahel devenue l'un des centres du terrorisme dans le monde, après avoir enregistré 43% du nombre total de décès dans le monde en 2022, contre seulement 1% en 2007. Burkina Faso et le Mali ont représenté à eux seuls environ 73% des décès causés par le terrorisme au Sahel au cours de la même année. L'escalade de la violence dans les deux pays s'est propagée aux pays voisins. Le Bénin et le Togo ont eu leurs pires résultats dans le classement mondial.

Le rapport fait état d'une légère augmentation du nombre de décès en Asie, Pacifique, Europe et Amérique du Nord. L'Europe a enregistré 8 décès en 2021 contre 27 en 2022, dont 17 cas en Turquie, qui est le pays le plus touché d'Europe, suivi de la Grèce, avec 35 attaques en 2022, contre 53 attaques en 2021. Cependant, il n'y a eu aucun décès depuis 2013. Aucun groupe n'a revendiqué cette année la responsabilité des attentats en Grèce, attribués à des groupes d'extrême gauche et des anarchistes inconnus. L'Amérique du Nord a enregistré 7 décès en 2021 et 11 en 2022. L'attaque la plus sanglante s'est produite lorsqu'un homme armé a tué dix civils à l'intérieur d'un marché à Buffalo, New York, pour des motifs racistes envers la communauté noire.

Les plus meurtriers

Le rapport fait référence aux quatre groupes terroristes les plus meurtriers en 2022, responsables de 47% du total de décès dus aux incidents terroristes dans le monde:

1. **Daech** a mené 634 attaques ayant fait 1833 morts en Asie du Sud, Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afrique subsaharienne, Russie, Eurasie, Asie et Pacifique. L'Irak a été le plus touché avec 183 attaques. L'attaque la plus violente a eu lieu en janvier 2022, lorsque l'organisation a engagé deux camions piégés et environ 200 hommes pour tenter de libérer ses membres de la prison d'al-Sina'a en Syrie, tuant 154 membres des forces syriennes et en blessant 120 autres.
2. **Le mouvement al-Shebaab** a mené 315 attaques, tuant 784 personnes, soit une augmentation de 23% par rapport à 2021. Il a réalisé 93% de ses opérations en Somalie et 7% au Kenya. L'attaque contre le ministère de l'Éducation était la plus meurtrière et a causé la mort de 120 personnes. 63% des décès sont dus aux engins piégés et 32% aux attaques armées.
3. **L'Armée de libération du Baloutchistan (ALB)** a lancé

30 attaques qui ont fait 233 morts, neuf fois plus que le bilan de 2021 s'élevant à 26 morts. Les attaques ont été plus meurtrières en 2022 à raison de 7,7 personnes par attaque, contre 1,5 personnes en 2021. L'attaque la plus meurtrière s'est produite lorsque deux postes de sécurité des gardes-frontières pakistanais ont été pilonnés en février 2022. 195 soldats auraient été tués. L'ALB utilise de préférence les matières explosives (50%) et les attaques à la grenade (33%).

4. **Jamaat Nusrat al-Islam** wa Muslimin (JNIM) a perpétré 27 attentats, tuant 279 personnes, dont 48% au Burkina Faso et 43% au Mali. L'attaque la plus meurtrière a eu lieu au Burkina Faso (27 soldats et dix civils). Les attaques armées représentent 81% de toutes les attaques du groupe qui a étendu ses opérations en dehors du Sahel, au Bénin et au Togo. Le groupe a exploité les conditions économiques et sociales difficiles, en particulier dans le nord et le centre du Mali pour avoir des recrues. Il est à noter que les forces armées restent la principale cible des attaques de ces quatre groupes.

Les plus affectés

Le rapport cite les pays les plus affectés par le terrorisme en 2022, comme suit:

- **L'Afghanistan** arrive en tête pour la quatrième année consécutive avec 9% des morts dans des attentats enregistrés dans 26 des 34 provinces du pays, dont la plupart sont commis par la branche Khorasan affiliée à l'organisation terroriste Daech.
- **Burkina Faso**: Les incidents terroristes y ont augmenté entre 2021 et 2022, passant de 224 incidents à 310 incidents, du jamais vu dans l'histoire du pays. 759 morts ont été enregistrés en 2021 portés à 1135 en 2022. Les zones proches des frontières avec le Niger, le Bénin et le Mali ont été témoins de 71% des attaques. Quoique le JNIM soit au Burkina Faso le groupe le plus important affilié à al-Qaïda, 88% des attaques et 87% des décès sont liés à des inconnus, ce qui place le Burkina Faso parmi les pays témoins du plus grand nombre d'attaques terroristes non déclarées dans le monde.
- **Somalie**: Le nombre d'attentats terroristes en Somalie a diminué de 10% en 2022 par rapport à 2021 pour atteindre 299 attentats, mais le nombre de morts a

augmenté de 14% porté à 755 morts, avec un taux moyen de 2,5 décès, contre une moyenne de 1,9 décès, par attentat en 2021. Le mouvement d'al-Shebaab est le plus meurtrier en Somalie, responsable de 97% des morts.

- **Mali**: Il a enregistré le plus grand nombre de décès en 2022, malgré la diminution du nombre d'attaques terroristes, ce qui signifie que les attaques sont devenues plus nuisibles et de grande envergure. En 2022, les décès ont atteint 3,5 personnes par attaque, contre 1,7 en 2021. Les décès attribués à Daech étaient deux fois plus élevés que les décès dus au JNIM. 2022 a connu le plus grand nombre d'attaques commis par Daech jamais enregistré au Mali, avec 19 attaques et 243 morts. Cependant, aucun groupe n'a revendiqué la responsabilité de 61% des décès.
- **Syrie**: 447 morts ont été enregistrés en 2022, soit une baisse de 10% par rapport à 2021. Les attaques ont diminué de moitié, soit le niveau le plus bas en trois ans. L'armée est restée la cible la plus courante des attaques, et les gouvernorats frontaliers du nord et de l'est ont été les plus touchés. 47% des attaques ont eu lieu dans les gouvernorats de Deir Ezzor et Alep. Daech est la plus active pour la 9e année consécutive, causant 77% de tous les décès et 52% de tous les attentats.

Moyen-Orient

Le rapport examine les caractéristiques de l'activité terroriste au Moyen-Orient et en Afrique du Nord au cours de la période (de 2012 à 2022), soulignant son déclin ces dernières années après son apogée en Syrie et en Irak en 2016, avec 57% des décès dans le monde, avant de reculer à 12% en 2022.

Bien qu'elle ait considérablement diminué au cours des quatre dernières années, l'activité de Daech menace toujours la sécurité de la région. En 2022, 42% des incidents ont été commis au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Les moyens et les armes utilisés ont changé après la défaite de l'organisation. Les attentats-suicides ont diminué à seulement 6 en 2022, entraînant la mort de seulement 8 personnes, alors qu'en 2016, ils ont atteint 1947 morts.

Les cibles des attaques terroristes ont changé. En 2012, 30% des attaques visaient des civils, contre 17% en 2022, tandis que le nombre d'attaques visant l'armée et la police

Raisons de régression du terrorisme dans le monde en 2022

- Déclin des conflits au Moyen-Orient.
- Désescalade dans la guerre en Syrie.
- Changements politiques en Afghanistan
- Accroître la coordination et la coopération dans la lutte contre le terrorisme



est passé de 45% en 2012 à 64% en 2022. Le rapport justifie cela par la faiblesse générale que connaissent les organisations terroristes opérant dans la région, en plus de cibler les sièges gouvernementaux ou militaires pour renforcer leur légitimité parmi la population civile.

Les pays les plus affectés dans la région sont: Syrie, Irak, Yémen, Égypte, Algérie et Libye. D'autres pays n'ont connu aucune attaque terroriste au cours des cinq dernières années, tels: Koweït, Qatar, Oman et Maroc.

En 15 ans

Le rapport passe en revue les caractéristiques de l'activité terroriste au cours des quinze dernières années, précisant qu'elle était à l'apogée en Irak et en Afghanistan, que le Pakistan a connu une activité accrue entre 2008 et 2013, et qu'après le Printemps arabe et l'émergence de Daech, le terrorisme s'est intensifié au Moyen-Orient, en particulier en Syrie et en Irak, puis au Nigeria et dans la région du Sahel au cours des cinq dernières années, après la défaite de Daech en Syrie et en Irak.

Les faits sont présentés ainsi dans le rapport:

A. Zones de conflit: Les conflits sont le principal moteur du terrorisme depuis 2007. Sur près de 138.000 décès liés au terrorisme entre 2007 et 2022, 132.863 d'entre eux sont survenus dans des pays en proie à de graves conflits. En effet, les 15 pays les plus touchés par le

terrorisme en 2022 souffrent tous du fléau des conflits, le rapport attribuant cela au dysfonctionnement des institutions étatiques et au recours au terrorisme par les rebelles et les forces paramilitaires dans les conflits civils.

B. Terrorisme en Occident: Le terrorisme dans les pays occidentaux constitue une infime partie du terrorisme dans le monde. Sur les quelque 137.000 décès causés par le terrorisme dans le monde entre 2007 et 2022, 885 sont survenus en Occident, soit seulement 0,65 % des décès dus au terrorisme dans le monde.

C. Menaces environnementales: Les changements environnementaux peuvent déstabiliser les sociétés et interagir avec d'autres menaces existantes pour créer un environnement fragile exploitable par les organisations terroristes. Sur les 830 millions de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire dans le monde, 58% vivent dans les 20 pays les plus touchés par le terrorisme. La pénurie des ressources en eau est devenue un facteur qui aggrave le phénomène terroriste. À eux seuls, les incidents liés à l'eau ont triplé entre 2000 et 2022. Ainsi, l'Irak a connu le plus grand nombre de conflits historiques liés à l'eau, suivi de la Somalie, le Yémen et le Soudan, tous ont été confrontés à des niveaux élevés de terrorisme au cours des deux dernières décennies. ■

Significations du ciblage des mosquées en Occident par les opérations terroristes

■ Dr. Salim Alwan

L'attaque contre deux mosquées à Christchurch, en Nouvelle-Zélande en 2019 était peut-être la plus violente et la plus sanglante, mais ce n'était ni la première ni la dernière d'une série de ciblages de mosquées musulmanes dans les pays occidentaux, qui se sont multipliés après les attentats du 11 septembre 2001, révélant l'état de l'escalade vertigineuse du phénomène de l'islamophobie et sa transformation en une idéologie violente qui menace les valeurs de coexistence pacifique et d'intégration entre les populations autochtones et les expatriés musulmans.

■ Secrétaire général de Dar Al Fatwa, Australie.



Attaques répétées

Certaines attaques contre les mosquées dans les pays occidentaux survenues dans la deuxième décennie du troisième millénaire traduisent le degré de haine et d'intolérance que vouent les agresseurs à leurs victimes. Elles variaient entre le jet de pierres et de cocktails Molotov, l'attaque à la voiture bélier, l'incendie des bâtiments, les tirs aux balles réelles contre les fidèles, les insultes et slogans anti-musulmans écrits subrepticement sur les murs des mosquées, le harcèlement verbal et physique des prieurs et les menaces électroniques envoyées pour créer un état de terreur parmi les musulmans.

L'incident le plus violent et le plus criminel a été perpétré à la mi-mars 2019, lorsqu'un homme armé a commis une horrible attaque terroriste à l'intérieur de la mosquée Al-Noor et du centre islamique Linwood à Christchurch, en Nouvelle-Zélande, tuant environ 50 personnes et en blessant 50 autres qui attendaient la prière du vendredi.

Le 29 janvier 2017, six personnes avaient déjà été tuées et huit blessées, lorsque trois hommes armés avaient ouvert le feu sur une quarantaine de personnes qui effectuaient la prière d'Al-Isha dans la Grande Mosquée de Québec, Canada. Le Premier ministre canadien Justin Trudeau a qualifié l'agression d'attaque terroriste contre des musulmans paisibles.

Le 16 octobre 2016, des individus non identifiés ont caillassé la mosquée «Ranchlands» de l'association islamique de Calgary, Alberta, Canada et brisé ses fenêtres. L'incident est survenu une semaine après que la mosquée du Centre islamique dans le sud de la ville a été victime d'une attaque similaire, au cours de laquelle les assaillants ont brisé des fenêtres, brûlé une copie du Coran et laissé un message haineux.

Le 10 juin de la même année, les autorités américaines ont arrêté un officier au grade de major et l'ont inculpé d'intimidation raciale, accusé d'avoir jeté du porc à côté d'une mosquée en Caroline du Nord et menacé de mort les fidèles qui se préparaient à prier pendant le mois de Ramadan.

En 2015, des manifestants ont attaqué une salle de prière dans un quartier populaire d'Ajaccio, en Corse, France, l'ont vandalisée, brûlé les copies coraniques, et écrit des propos anti-arabes et anti-musulmans sur les murs. Le Premier ministre français de l'époque, Manuel Valls, a qualifié l'attaque de profanation inadmissible.

Le 12 mars 2012, des jeunes hommes ont lancé des cocktails Molotov sur une mosquée du quartier d'Anderlecht dans la capitale belge, Bruxelles, tuant l'imam de la mosquée, asphyxié par la fumée de l'incendie et détruisant une grande



partie de la mosquée. Les enquêtes menées après ces incidents et des dizaines d'autres ont montré certains indices derrière le ciblage des mosquées dans les pays occidentaux par des opérations terroristes, comme suit:

Haine et racisme: Ces incidents font écho au système de haine et de racisme envers les musulmans dans les pays occidentaux où prévaut un discours hostile aux étrangers en général et aux musulmans en particulier, considérés comme des envahisseurs qui menacent l'homogénéité de la société occidentale et les valeurs culturelles qui y règnent. Ce discours qui les tient pour responsables des problèmes sociaux dont souffrent les pays occidentaux, s'est accru avec la montée politique de l'extrême droite, qui invoque intensément cette hostilité à la suite des attaques terroristes contre les pays occidentaux commis par al-Qaïda et Daech, de sorte que le discours haineux de la droite est devenu attrayant pour de nombreux électeurs.

Les médias ont eu un grand impact dans l'incitation contre les musulmans et l'exacerbation de la haine, à travers les informations, les émissions, les drames, les films et les documentaires qu'ils diffusent, ainsi qu'à travers les romans et les écrits historiques qui cherchent à déformer les principes de l'Islam et à stigmatiser les musulmans comme étant des terroristes, prétendant que l'émergence de sociétés musulmanes au cœur de l'Europe est une menace pour l'identité nationale et que la culture musulmane est incompatible avec les droits de l'homme et

la démocratie.

En plus de certains réseaux fonctionnant comme des organisations à but non lucratif qui diffusent des informations fallacieuses sur les sociétés musulmanes incitant la société occidentale à considérer les musulmans comme violents, fanatiques et terroristes. Les partisans des partis d'extrême droite en Allemagne ont tenté de nourrir le sentiment anti-musulman après l'attentat de Berlin le 19 décembre 2016, qui a fait 12 morts, pour gagner le soutien des anti-immigrés.

Une étude publiée en juillet 2016 par le Centre de recherche «Pew» indique qu'un bon pourcentage de sociétés européennes pense que l'afflux d'immigrants accentue la possibilité d'attaques terroristes et a un impact négatif sur les conditions sociales et économiques en privant les citoyens européens des emplois et des avantages sociaux.

De nombreux groupes haineux appellent à la violence contre les personnes ou groupes d'ethnie, religion ou même nationalité différentes. Pour atteindre leurs objectifs, ils utilisent divers outils, dont le cyberspace pour atteindre différents publics d'une manière inédite.

Mobile de la vengeance: Les attentats du terrorisme de la droite contre les musulmans, seraient une réponse aux attentats terroristes dont les pays occidentaux ont été victimes, dans une tentative de leur conférer une légitimité morale imaginaire ou un pseudo-héroïsme. L'interdépendance entre les attaques terroristes mutuelles est apparue dans plus d'un pays. Suite à l'attentat terroriste revendiqué par Daech contre «Charlie Hebdo» en janvier 2015, six mosquées ont fait l'objet d'attaques armées par des éléments d'extrême droite. En Grande-Bretagne, après l'attentat perpétré par un kamikaze dans le hall «Manchester», lors d'un concert de la chanteuse pop «Ariana Grande» le 22 mai 2017, le nombre d'attaques contre des musulmans dans la ville a quintuplé avec 139 incidents contre 25 la semaine précédant l'attaque. Ces attaques ont été qualifiées de vengeance contre les envahisseurs sanguinaires des terres européennes.

Symbole des musulmans: Certains Européens considèrent les mosquées comme un symbole des musulmans et un foyer culturel islamique, les voient sous un jour négatif et s'opposent à la construction de nouvelles mosquées ou à l'extension d'anciennes mosquées existantes. Une étude a attribué les raisons du refus de la population locale en Grande-Bretagne d'établir des mosquées, à la crainte des rassemblements humains musulmans autour de la mosquée, transformant l'endroit en un centre communautaire exclusif. Ce refus traduit aussi la crainte de

l'hégémonie de l'architecture islamique sur la civilisation chrétienne occidentale et l'islamisation de l'Europe, l'Islam et les musulmans étant perçus comme une menace pour la population européenne et les mosquées comme des incubateurs d'extrémisme, plutôt que comme des lieux de culte spirituels.

Plus de victimes: Etant des lieux de rassemblement pour les musulmans dans les pays occidentaux, cibler les mosquées pourrait entraîner de nombreuses victimes, ce qui serait une source d'inspiration pour d'autres racistes dans différents endroits.

Réduire l'immigration: De nombreux extrémistes de droite considèrent les immigrants musulmans en Europe comme des envahisseurs menaçant le mode de vie occidental, sapant son harmonie sociétale et ses valeurs culturelles dominantes, ce qui nécessite de limiter cette immigration et de préserver l'identité sociale de l'Europe. L'auteur du crime néo-zélandais, Tarrant, a confirmé qu'il n'était qu'un homme blanc ordinaire qui a décidé de prendre position pour un meilleur avenir aux Européens blancs et de se débarrasser des envahisseurs musulmans dans son pays, ajoutant qu'il représente des millions d'Européens et de peuples nationaux qui cherchent à vivre en paix sur leurs terres, à pratiquer leurs propres traditions et assurer un avenir prospère aux futures générations européennes.

Négligence de l'extrémisme de droite

On peut dire que les services de renseignement occidentaux ont commis une grave erreur en focalisant uniquement sur les menaces des groupes terroristes attribuées aux musulmans et en n'accordant pas suffisamment d'attention à la menace des extrémistes de droite, dont l'activité agressive était évidente. Ces groupes ont mené des attaques

régulières contre les communautés minoritaires. Ainsi, au cours des dernières décennies, Christchurch a accueilli des groupes d'extrême droite tels que des skinheads, des néonazis et des nationalistes fondamentalistes qui ont promu leur propre vocabulaire de pureté raciale et d'élimination des immigrants, mené des attaques contre les musulmans et utilisé le cyberspace pour propager des discours de haine envers les musulmans et les symboles islamiques.

Après l'incident néo-zélandais, plusieurs rapports ont critiqué cet état des choses et appelé les gouvernements occidentaux à prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher la propagation de ces crimes. Enfin, les attaques contre les mosquées musulmanes ne peuvent être considérées comme un cas exceptionnel dans les pays occidentaux, sur fond de haine et de racisme ciblant les musulmans, de conflits persistants au Moyen-Orient et de menace persistante d'Al-Qaïda et de Daech. D'autre part, l'extrême droite continue de considérer les musulmans comme des envahisseurs et des intrus dans les sociétés occidentales, dont il faut se débarrasser pour préserver la pureté imaginaire de ces sociétés.

Il faudrait, pour sortir de ce cercle vicieux, s'appuyer sur les blocs modérés pour formuler les bases communes pour une coexistence pacifique mutuelle, faire la distinction entre l'extrémisme et la modération, éviter de généraliser et de considérer les autres comme des blocs homogènes et affirmer que le terrorisme est un germe satanique sans foi ni loi, contraire à toute religion céleste, et diamétralement opposé aux valeurs humaines, et qu'il faudrait affronter tous ensemble et ne point utiliser deux poids et deux mesures face à ce type de crime. ■





Jacinda Ardern

Icône politique face à l'extrémisme

Réponses rapides

À la mi-mars 2019, la paisible Nouvelle-Zélande s'est réveillée avec le pire massacre terroriste que le pays ait jamais connu, après l'attaque commise contre deux mosquées à Christchurch par l'extrémiste de droite Brenton Tarrant qui a tiré sur les fidèles, tuant et blessant une centaine de musulmans.

La réponse du Premier ministre néo-zélandais a été rapide et ferme. Elle n'a pas hésité à qualifier l'attaque d'acte «terroriste», contrairement à de nombreux médias qui ont hésité à le faire. Elle a déclaré au Parlement néo-zélandais: «Le tueur est un criminel et un extrémiste, et il doit encourir la peine maximale. Il cherche la gloire, mais je ne mentionnerai jamais son nom.»

Elle a exprimé sa grande sympathie pour les familles des victimes et s'est rendue à la ville de «Christchurch» à la tête d'une délégation comprenant des personnalités éminentes de différents partis pour les consoler et entendre leurs points de vue sur le sinistre.

Lors de sa visite, elle portait le foulard, saluait les musulmans en arabe et tenait à embrasser les proches des victimes pour les consoler. Son comportement a été salué par de nombreux musulmans. Les observateurs ont estimé que la tenue du Premier ministre n'était pas un acte passager, mais plutôt destinée à affronter la vague de populisme et d'extrémisme nationaliste qui se développait depuis des années.

Jacinda Ardern a fait également acte de courage lorsqu'elle a dénoncé la doctrine nationaliste de droite et les idées appelant à la suprématie de la race blanche et a présenté des excuses publiques aux musulmans, après que le rapport de la commission d'enquête sur l'incident a confirmé que les autorités de sécurité avaient été préoccupées depuis des années par la traque du terrorisme à motivation islamique, sans se soucier des dangers de l'extrémisme de droite.

Appel de Christchurch

Afin d'assurer la sécurité et de lutter contre l'extrémisme, Ardern a fait une priorité pour son gouvernement de renforcer les lois antiterroristes et de restreindre les licences d'armes à feu. Elle a présenté une initiative

importante pour lutter contre l'extrémisme, la haine et la violence sur Internet. Ce n'est un secret pour personne que l'auteur du massacre a diffusé l'attaque en direct sur les réseaux sociaux. Le drame a montré l'ampleur de l'insuffisance des mesures mises pour lutter contre la diffusion de contenus à caractère terroriste sur les plateformes extrémistes.

L'initiative dite Appel de Christchurch est un plan d'action contraignant pour les gouvernements et les prestataires d'Internet à prendre des mesures pour supprimer les contenus extrémistes violents et terroristes et empêcher les extrémistes et les terroristes d'utiliser le Web à mauvais escient. Il s'agit d'un appel à la coopération internationale dans la lutte contre l'extrémisme sur Internet et à l'utilisation des technologies de manière éthique. L'appel prône également la paix, le respect et la coopération entre les personnes de différentes cultures, religions et races.

Ardern a rencontré de nombreux dirigeants mondiaux et de grandes sociétés Internet afin d'activer l'initiative, à laquelle ont adhéré environ 50 pays dont : la France, le Canada, l'Irlande, le Sénégal, l'Indonésie, et nombre d'entreprises géantes comme Amazon, Facebook, Google, Microsoft, Twitter et YouTube.

Engagement à lutter contre l'extrémisme

Après la démission de Jacinda Ardern en tant que Premier ministre en février 2023, le nouveau Premier ministre, Chris Hepkins, a rendu une décision la nommant envoyée spéciale pour l'appel de Christchurch, un poste nouvellement créé pour lutter contre l'extrémisme, confirmant l'engagement d'Ardern à mettre fin aux contenus extrémistes violents sur Internet.

Si Ardern a justifié sa démission en tant que Premier ministre, faute d'énergie pour rester au pouvoir, son choix de continuer à promouvoir son initiative confirme sa volonté de lutter contre l'extrémisme et les contenus terroristes sur Internet et de redoubler d'efforts pour supprimer le contenu terroriste et violent dont regorgent les plateformes électroniques, indiquant qu'elle a un devoir à remplir au niveau personnel envers la communauté touchée par cette tragédie. ■



Extrême droite

Fabrication de la haine et incitation à la discrimination raciale

Experts et chercheurs sont unanimes sur les dangers résultant des courants racistes d'extrême droite, notamment avec le soutien populaire croissant aux partis de droite et à leurs dirigeants qui adoptent une rhétorique haineuse incitant à l'intolérance et à la violence.

Si dans le passé l'extrême droite se limitait à de petits groupes anti-immigration qui ne représentaient pas une réelle menace pour la stabilité de leurs sociétés, l'émergence de nouveaux groupes et générations de jeunes extrémistes et le recours aux réseaux sociaux, ont accentué le danger de ces courants, ce qui laisse présager un avenir complexe de zizanie et de chaos dans ces sociétés, l'augmentation du fanatisme et de la haine et la perte des valeurs de tolérance et de coexistence.

La revue Altahalouf a traité cette question dans le dossier de ce numéro, avec la participation d'experts et d'écrivains de divers pays du monde pour avertir des dangers que représentent ces courants et leur impact sur l'avenir de la coexistence et de l'intégration dans les sociétés occidentales.

Sous le titre "Théoriciens de l'extrême droite", **Amal Mukhtar** affirme que dans les coulisses de la violence qui secoue l'Occident se terrent des intellectuels affiliés à la science et à la philosophie, qui s'activent à former les esprits des générations dans les universités, les instituts et les médias, et présentent leur idées extrémistes sous l'égide de la liberté d'opinion et de pensée, de sorte que leurs discours et thèses constituent désormais les références justifiant le mépris, la violence et les meurtres commis par l'extrême droite envers les civils pacifiques de toutes races et identités. L'auteure présente un échantillon de ces théoriciens, tels que : Reno Camus, théoricien du grand remplacement, James Mason, théoricien de l'accélération, Richard Spencer, fondateur de la droite alternative, et Alan de Benoit, théoricien de la différenciation raciale.

Ahmed Askar évoque la montée de l'extrême droite en Europe ces dernières années, en vogue pour ses idées populistes et extrémistes, ce que confirment les urnes dans plusieurs pays européens en Italie, France, Grande-

Bretagne et Hongrie. Cette montée en puissance a poussé certains gouvernements et partis européens à fermer les yeux sur la propagande des partis d'extrême droite, ce qui renforce les craintes des conséquences désastreuses de la propagation de leurs idées dans toute l'Europe, et les dangers qui pèsent pour la démocratie, les étrangers et les musulmans. Cette situation critique nécessite, pour Askar, que les gouvernements recherchent une issue politique sûre à la situation polarisée dans ces pays.

Stephen Eric analyse l'extrême droite aux États-Unis et souligne qu'elle a tendance à privilégier l'idéologie à la logique, de la réalité et la passion à la science. Il examine comment cette droite voit que l'âge d'or des États-Unis était lié à la domination de l'homme blanc et que les gangs afro-américains ont libéré les criminels dans les rues et ouvert les frontières aux hordes d'immigrants de différents pays. Aussi, la violence est-elle la seule solution pour elle de résoudre les conflits et les différends, ce qui a entraîné une augmentation alarmante des ventes d'armes.

Abordant la question du financement de l'extrême droite, **Ghaleb Al-Zamil** indique que les groupes extrémistes usent de méthodes légales et illégales pour financer leurs activités, telles que : les cotisations des membres, les dons des particuliers, des entreprises et des ONG, le commerce d'armes et de stupéfiants, et ont recours au Web pour recevoir du soutien externe. Les spécialistes ne sont pas, par ailleurs, très optimistes quant à la mise en place d'un système de contrôle financier basé sur la détermination de la nature de ces groupes, de leurs activités et de leurs intermédiaires, conduisant à la traque et à l'arrêt de leurs opérations de financement.

Enfin, **Sylvie Taussig** penche sur l'aspect théorique profond de l'extrême droite, expliquant que la plupart de ses partisans contemporains réfèrent à des concepts théoriques et aux développements politiques successifs, et qu'ils n'ont pas été isolés du développement naturel des idées et des approches, mais plutôt influencés et affectés par le développement successif des thèses philosophiques et idéologiques des théoriciens de l'extrême droite. ■



Fondements intellectuels de l'extrême droite

Les théoriciens du racisme et de la suprématie blanche

■ Amal Mokhtar

Face à la violence des mouvements d'extrême droite et de leurs organisations dans les pays occidentaux, il est important d'étudier ce qui se cache derrière la création de ces organisations. Derrière le rideau des scènes violentes se profilent des hommes instruits affiliés à la science et à la philosophie, affichant leurs idées extrémistes sous l'égide de la liberté d'opinion et de pensée. Parfois ils occupent des postes scientifiques distingués et sont autorisés à former l'esprit des générations futures dans les universités et les établissements éducatifs.

■ Rédactrice en chef du magazine (Scène Mondiale de l'Extrémisme et du Terrorisme), Égypte.



Leurs pensées et leurs écrits aux relents de racisme reposent sur des arguments pseudo-scientifiques et juridiques, et leurs discours et conversations regorgent de belles paroles drapées de civilité et de bienséance, mais qui forment en réalité la base idéologique justifiant les multiples actes de violence, meurtres et outrages commis par l'extrême droite contre les civils pacifiques d'ethnies et d'identités étrangères, résidant dans les pays européens et aux États-Unis.

Contexte culturel

Au milieu de la vogue des idéologies de droite extrémistes et violentes opposées aux valeurs d'égalité, tolérance, coexistence et intégration, réapparaît le terme de racisme scientifique. Il semble que la polémique à ce sujet refait surface avec l'émergence de principes de groupes et organisations "blancs", justifiant leur idéologie xénophobe, sous le couvert de défendre l'identité blanche, comme ils le prétendent.

Un autre courant présente l'idée d'inégalité naturelle entre les différentes races, comme un fait scientifique confirmé ! La revue (Mankind Quarterly), publiée en Écosse depuis 1960, est célèbre par son soutien au racisme scientifique, se targuant même d'être le «magazine de la suprématie blanche».

Les extrémistes dirigent des groupes de réflexion, des sites Web, des journaux, des maisons d'édition et des forums scientifiques, tels le magazine (American Renaissance), fondé en 1990, et le (Scandza Forum), qui se tient chaque année dans les pays scandinaves pour rassembler les nationalistes blancs du monde entier.

Théoriciens et penseurs

1) Renaud Camus: théoricien du grand remplacement

Écrivain, historien et homme politique français, ses idées et propos contre les immigrés africains et les musulmans sont apparus en France au début du XXI^e siècle. En 2011, il a publié son célèbre livre, Le Grand Remplacement, dans lequel il a présenté ses allégations selon lesquelles la France et l'Europe étaient exposées à la menace du colonialisme par les immigrants.

Les idées de Camus comportent trois thèmes. Le premier est que la société française traditionnelle sera remplacée par un peuple venant du Maghreb et d'Afrique Subsaharienne. Le second est qu'à la société française chrétienne aux valeurs laïques, se substituera au fil du temps une société musulmane dominée par des musulmans extrémistes. Le dernier est que les gouvernements français actuels acceptent cette transformation en permettant aux musulmans de se multiplier sur leurs terres.

La théorie du grand remplacement repose sur le fait que la culture française est la culture des seuls chrétiens

blancs et que toute immigration extérieure à cette culture est un grand danger qualifié d'«invasion» par Camus pour qui l'identité islamique est totalement incompatible avec la laïcité et l'identité française. Camus estime que le problème réside dans l'augmentation des naissances dans les familles immigrées ou françaises d'origine immigrée: "Nous sommes clairement colonisés par les Africains, et nous assistons à un grand exode d'un continent à l'autre, et la question ne se limite pas seulement à l'Islam, mais à l'immigration africaine avant tout." Il estime que "l'occupation française des pays étrangers est moins dangereuse que la colonisation démographique menée par les immigrés africains et musulmans en France, sous l'écoute et le soutien des gouvernements successifs, car c'est un colonialisme dont les résultats sont irréversibles".

En 2014, la justice française a condamné Renaud Camus pour incitation à la haine et à la violence, en raison de déclarations faites fin 2010 insultant les musulmans, lors d'une réunion publique à Paris, dans lesquelles il a décrit les musulmans de France comme: "le bras armé de l'invasion, et des colonisateurs qui cherchent à rendre la vie des français de souche impossible, et les forcer à fuir et évacuer le pays ou se soumettre à eux. »

Bien que Camus ait nié toute responsabilité pour toute violence commise au nom de sa prétendue théorie par les extrémistes de droite violents, nous constatons que l'auteur de l'attaque contre les deux mosquées de Nouvelle-Zélande en 2019 a intitulé sa fameuse déclaration publiée sur Internet avant de procéder à son opération «le grand remplacement».

2) James Mason: théoricien de l'accélérationnisme

Homme politique nazi américain et pionnier de la théorie d'accélérationnisme. Ses idées sont apparues depuis 1980, puis en 1992, il les a rassemblées dans un livre intitulé "Siège: collection d'écrits de James Mason", connu sous le nom de "The Siege", dans lequel Mason a promu l'idée qu'après l'effondrement des États et des sociétés, les suprématistes blancs seront les seuls survivants de cette guerre totale.

La pensée de l'écrivain vise à inciter les Blancs, et en particulier les groupes extrémistes, à la nécessité de provoquer une guerre raciale qui restaure le statut de l'homme blanc et le protège de ses ennemis d'autres races, en particulier les Juifs qui, selon Mason, sont à la base de la corruption maléfique dans toute société. Par conséquent, les Juifs doivent être éliminés, et avant cela, le système politique mondial qui les soutient doit être éliminé ainsi que tout le système politique mondial qui les soutient. Pour cela, on doit recourir à la révolution, au terrorisme et aux guerres sanglantes.

Mason a été arrêté plusieurs fois entre 1994 et 1999 pour diverses raisons. En 2015, est apparue l'organisation

armée néonazie Atomwaffen qui appelle à la violence et aux actes terroristes, et qui a officiellement annoncé que Mason est son conseiller et le livre Siege son programme idéologique.

3) William Luther Peirce: Terrorisme nucléaire

Le lien entre les rêves du chaos créatif chez les partisans du terrorisme blanc et le fantasme du terrorisme nucléaire remonte en grande partie au roman (Les journaux de Turner), publié en 1978, par l'écrivain et physicien néonazi américain William Luther Pierce (1933-2002-).

Une étude du Centre international de lutte contre le terrorisme a conclu qu'il existe un lien entre ce récit et au moins 200 meurtres et 40 attentats terroristes au cours des quarante dernières années. Le roman traite d'événements fictifs, passant en revue les mémoires du protagoniste, Earl Turner, membre d'une organisation suprémaciste blanche secrète, alors qu'il cherchait à renverser le gouvernement américain et les institutions sociales et médiatiques dominées par les juifs, les afro-américains et autres minorités. Il établit sa propre unité, qui travaille en coordination avec d'autres cellules de «l'organisation», en menant des actes terroristes et de guérilla qui conduisent finalement au renversement du régime.

Le roman est à l'origine de la vague de criminalité des années 1980, lorsqu'un groupe appelé The Order a été créé. L'un de ses membres les plus éminents était le terroriste Timothy McVeigh, qui a fait exploser un camion rempli d'explosifs à l'ammonium - semblable à celui décrit dans le roman - devant un bâtiment fédéral dans l'État de l'Oklahoma le 19 avril 1995, coûtant la vie à environ 168 personnes. Lorsque McVeigh a été arrêté, des pages du roman ont été retrouvées sur le siège avant de sa voiture. De nombreux experts ont considéré aussi la prise du Capitole, suite à la défaite de Donald Trump lors des récentes élections présidentielles, comme une simulation d'une scène du roman.

4) Richard Spencer: fondateur de l'alt-right

Il a été le premier à formuler le concept de (alt-right) en 2010 pour décrire le courant fondé sur l'idée de nationalisme blanc. Le terme était l'objet de polémiques médiatiques et intellectuelles lors des élections américaines remportées par Donald Trump en 2016. Spencer a fait un salut nazi à Trump le 21 novembre 2016, ce qui a conduit à la défection de certains groupes de la droite alternative et à la création de ce qu'on appelle la (Light Right).

Les idées de Spencer se résument dans la question de "l'identité blanche", et la suprématie absolue et sans équivoque de la race blanche dans tous les domaines. Il appelle à s'opposer aux réfugiés, homosexuels et mouvements féministes, à la construction d'une nouvelle société et d'un "Etat ethnique" pour les Blancs et à une campagne de purification ethnique de manière pacifique.

5) Martin Sellner: entre racisme et multiracialisme

C'est le leader du mouvement "Génération d'identité

autrichienne", du mouvement "Défendre l'Europe" et leader de facto du mouvement identitaire dans toute l'Europe. En raison de sa maîtrise de la langue anglaise et de sa popularité sur les sites de communication, il propage des idées de supériorité raciale et de racisme envers d'autres minorités en Europe. Il avait des liens avec le terroriste Tarrant qui a mené l'opération de Christchurch en Nouvelle-Zélande. Sellner affirme qu'il n'est pas raciste, mais croit plutôt en l'ethnopluralisme et au droit de chaque civilisation de conserver sa propre identité distincte. Ce principe signifie en pratique la séparation des races.

6) Nick Land: théoricien des Lumières sombres

(The Dark Enlightenment) est une école philosophique hostile à la démocratie et à l'égalité fondée par l'Américain Curtis Yarvin. Développée et diffusée notamment par le philosophe anglais Nick Land, elle constitue la référence théorique et idéologique de la droite alternative.

Dans son livre "Lumières sombres", publié en 2013, Land passe en revue ses idées, qui reposent sur l'incompatibilité de la démocratie avec la liberté. La démocratie aurait expiré, le processus électoral n'est plus crédible, l'intégration raciale est un mensonge, et la réalité occidentale prouve que les Blancs sont toujours supérieurs aux Noirs aux États-Unis et en Europe malgré les lois de l'égalité.

7) Alain de Benoist: théoricien de la différenciation ethnique

Journaliste et philosophe politique français, né en 1943. Membre fondateur du mouvement politique "Nouvelle Droite" et dirigeant du "GRECE", un groupe de réflexion ethnique nationaliste. Il est connu pour son opposition aux droits de l'homme et à la démocratie représentative. Ses écrits sont une source d'inspiration pour le mouvement alt-right aux États-Unis.

L'idée de "différenciation ethnique" repose sur le fait que chaque peuple et chaque culture ne peut s'épanouir que sur sa terre d'origine, que le brassage ethnique et culturel est un facteur de déclin et un projet raté qui n'aboutit qu'à la violence, la criminalité et l'éventualité d'une "guerre ethnique" en Europe entre Européens d'origine européenne et Européens d'origine arabe ou islamique.

Pointe de l'iceberg !

Il semble que les opérations terroristes de l'extrême droite ne sont que la pointe de l'iceberg, la véritable menace résidant au pied du mont enraciné dans l'esprit de certains intellectuels, spécialistes et gens ordinaires, convaincus de rejeter l'autre par tous les moyens illégaux.

Les allégations idéologiques seront toujours exploitées pour mener des attentats terroristes pouvant aboutir à l'utilisation d'armes nucléaires pour atteindre le noble objectif de cette tendance, qui est la suprématie de la race blanche, son exclusivité dans son périmètre géographique et l'élimination complète de l'autre ethniquement, religieusement ou culturellement. ■



La montée de l'extrême droite (ED) en Europe

Indices et conséquences



■ Ahmed Asker

La montée de l'ED en Europe est devenue une tendance générale ces dernières années, grâce au soutien croissant de ses partis dans certains pays d'Europe et les idées populistes extrémistes qu'ils adoptent, comme en témoignent les résultats d'élections tenues dans plusieurs pays comme l'Italie, la France, la Grande-Bretagne, la Hongrie, etc. D'où la crainte d'une propagation des idées de l'ED mettant en danger les sociétés européennes démocratiques et l'escalade des activités terroristes de droite ciblant les étrangers et les musulmans.

■ Chercheur au Centre Al-Ahram pour les études politiques et stratégiques, Égypte.

Contextes d'ED

L'ED en Europe opte pour des positions extrémistes envers nombre de problèmes, dont notamment l'hostilité envers les étrangers. Elle s'attache éperdument aux valeurs nationales et à l'identité politique, culturelle et linguistique, et se caractérise par une forte tendance à l'extrémisme religieux. L'ED est souvent considérée comme un mouvement ou un courant idéologique, ou bien comme un bloc politique qui cherche à unifier les activités des mouvements ou des idéologies extrémistes.

Le terme ED fait référence aux nationalistes européens blancs qui croient en la suprématie de cette race sur les autres races, se concrétisant en une sorte d'intolérance nationale et religieuse et d'hostilité envers les immigrants étrangers, en particulier les musulmans. Les partis opposés à l'immigration en font également partie, compte tenu de leur position à l'égard des immigrés qu'ils considèrent comme une menace pour l'identité ethnique et nationale européenne et une cause majeure des taux élevés de chômage et de criminalité dans les sociétés européennes.

Il y a confusion entre l'ED et les partis de droite. Or la relation entre eux n'est que formelle. L'ED parraine la haine et la suprématie blanche. Quant aux partis de droite, ce sont des partis politiques capitalistes contrairement aux partis de gauche aux orientations économiques socialistes. Les partis de droite se divisent en partis de droite traditionnelle qui cherchent à préserver les traditions et à protéger les normes au sein de la société et se caractérisent par une certaine mesure de réalisme politique, et en partis d'ED qui optent pour l'intervention coercitive et le recours à la violence pour préserver les traditions et les coutumes, et se caractérisent par leur intolérance nationale et religieuse et leur hostilité envers les immigrés.

En l'absence de définition spécifique, précise et complète de l'ED, on s'accorde toutefois sur ses caractéristiques communes, dont notamment l'hostilité envers les étrangers et le rejet des minorités, la défense de l'identité et des traditions nationales, l'appel à la limitation de l'immigration, en plus du rejet de toute forme d'intégration, telle l'intégration européenne, sous prétexte de protéger la souveraineté nationale, voire l'appel au démantèlement de l'UE et à la sortie de la zone euro.

Les groupes européens d'ED les plus importants

Les groupes et organisations d'ED les plus importants en Europe sont :

En Grande-Bretagne: «nine Angels», actif sur Internet, «National Action», « Atomwaffen», «national alternative»,

qui appelle à l'expulsion des résidents non blancs du Royaume - Uni, « Britain First», qui est devenu le plus grand groupe d'ED du pays, malgré sa récente création en 2011, et «British Independence Party», qui était l'un des plus grands partis d'opposition à l'UE et à ses politiques.

En France: « Forces Opérationnelles » avant sa dissolution en 2018 et « les Barjols » accusé d'avoir comploté pour assassiner le président français Emmanuel Macron et démantelé la même année. En plus d'autres groupes tels que : Génération Identitaire, Bastion Social, Combat 18 et l'Organisation de l'Armée Secrète.

En Allemagne: les mouvements Kwerdenken, Pensée latérale, Pegida, 44e brigade de tempête, les Aigles du Nord interdit en juin 2020, Citoyens du Reich, Gang terroriste des loups blancs et Ultramédia.

En Belgique: le Parti Nationaliste Flamand, le Parti Intérêt Flamand, les groupes Boucliers et Amis, les Cols Blanc et les Shields and friends.

Facteurs de montée

Nombre de facteurs intellectuels, culturels, économiques et politiques ont contribué à la montée de l'ED en Europe ces dernières années. L'immigration est devenue l'un des problèmes majeurs qui ont influencé la montée des partis de l'ED en Europe. Toutes les forces d'ED s'accordent à considérer l'immigration comme étant la première cause des problèmes dans les sociétés européennes et que l'identité nationale européenne menacée doit être protégée de l'invasion étrangère.

Ces partis ont utilisé la question de l'immigration dans leur propagande dans le but de légitimer leur rhétorique raciste et xénophobe et mobiliser de larges secteurs d'Européens vers les partis de droite lors des élections législatives dans leurs pays.

Le facteur économique est parmi les principales raisons de l'émergence de l'ED notamment au temps des crises. Selon les estimations, les partis de l'ED dans 20 pays démocratiques du monde étaient les premiers bénéficiaires des agitations post-crisis, le pourcentage de votes en leur faveur a dépassé 30% du total des votes. La crise économique mondiale de 2008 a provoqué une perturbation remarquable qui a contribué à une nouvelle montée de l'ED en Europe. Les politiques économiques ont conduit à l'augmentation d'insatisfaction d'un grand nombre de citoyens sous l'effet de l'ED. La situation s'est aggravée à cause des changements sociaux qui ont réduit la classe ouvrière industrielle, principal levier des partis de gauche. La montée de l'ED a également été associée à une



augmentation sans précédent des taux de chômage dans les pays européens au cours de la dernière décennie, l'Europe comptant environ 20 millions de chômeurs et l'ED attribuant ce chômage aux immigrés qui perçoivent des salaires inférieurs à leurs homologues européens, en plus du coût des services publics, éducation et santé pour les pays d'accueil des réfugiés. Bien que le taux de chômage dans les pays de l'UE ait diminué en 2022 à 6,6% de la population totale, avec 12,93 millions de chômeurs dans le bloc européen, l'ED européenne est toujours en hausse.

La montée l'ED en Europe a coïncidé avec la montée du phénomène de l'(islamophobie), qui promeut l'hostilité des musulmans et leur impute la responsabilité des attentats terroristes ces dernières années en France, en Grande-Bretagne, en Belgique et ailleurs. Cette montée en puissance a incité certains gouvernements et partis européens à fermer les yeux sur les partis de l'ED pour préserver leurs blocs électoraux. En octobre 2020, le président français Macron a déclaré que les musulmans français pourraient former une société parallèle dans le pays et que l'Islam était confronté à une crise dans le monde entier.

L'ED s'appuie également sur l'utilisation intensive des plateformes de médias sociaux pour promouvoir ses idées et attirer des partisans parmi les jeunes, profitant de leur colère et frustration à l'égard des politiques, notamment économiques de leurs gouvernements. Elle fait également pression sur les modérés pour adopter la rhétorique de l'ED et préserver leurs acquis politiques électoraux.

Indicateurs d'ascension

La montée de l'ED sur la scène politique européenne est l'un des phénomènes politiques les plus marquants de la dernière décennie en Europe. Le soutien aux partis ultra-nationalistes a augmenté en Europe après la sortie britannique du (Brexit) en 2016 et la victoire de Donald Trump aux élections américaines de 2017.

Les indicateurs les plus marquants de la montée de l'ED en Europe ces dernières années peuvent être mentionnés comme suit:

- 1. Expansion du bloc électoral soutenant l'ED:** la dernière décennie a vu la réalisation par les partis d'ED d'un certain succès dans nombre d'élections présidentielles et législatives dans des pays européens comme l'Autriche, la Suède, la Norvège, le Danemark, les Pays-Bas, la Suisse, l'Italie, la France, la Hongrie, la Grande-Bretagne, dont les plus importants : le Parti Droit et Justice en Pologne, le Parti Populaire Danois, les partis Fidas et Jobbik en Hongrie, le Parti de la liberté en Autriche, le Parti Démocrate en Suède, le Parti de la liberté aux Pays-Bas, l'Aube Dorée en Grèce et le Parti britannique de l'Indépendance.
- 2. Montée politique de l'ED:** Les partis de droite progressent sur la scène politique européenne à un rythme faible à l'heure actuelle, mais cette montée est inquiétante à long terme en raison des positions avancées des partis de l'ED et les réalisations de ses candidats aux élections présidentielles, qui les ont placés en deuxième position

dans plusieurs pays européens comme la France et l'Autriche. En plus du pourcentage non négligeable des voix obtenues par certains partis nationalistes de droite dans certains parlements européens, réalisant plus de 20% du total des voix en Autriche, Suède et Danemark.

Dans les élections présidentielles françaises de 2022, l'ED, dirigée par le leader du Rassemblement national Marine Le Pen, a remporté 41,45% des voix, contre 34% en 2017. Aux élections de juin 2022, le nombre de sièges du parti au Parlement français a doublé pour la première fois pour atteindre 89 sièges.

En Italie, Giorgia Meloni, chef du parti d'ED «Frères d'Italie», a pu remporter les élections législatives italiennes le 25 septembre 2022 et a accédé au pouvoir en tant que Premier ministre pour la première fois depuis 1945, après que son parti a remporté 237 sièges sur un total de 400 sièges au parlement.

En Hongrie, Viktor Orban a été réélu Premier ministre pour un quatrième mandat consécutif, après que son parti, «Vidas», a remporté 53% du total des voix lors des élections d'avril 2022, avec 135 sièges sur les 199 sièges du parlement.

Les élections suédoises de septembre 2022 ont vu le parti des «Démocrates suédois» se placer en seconde position, avec 72 sièges sur 349, au taux de 20,95 %.

3. Pénétration de l'ED au Parlement européen: Les élections du Parlement européen de 2019 ont entraîné une montée remarquable des partis d'ED, après avoir obtenu 105 sièges, soit près du tiers des sièges.

4. Propagation du discours de haine en Europe: Un rapport du Mouvement anti-intolérance indique que les pays de l'UE assistent à une vague de discours de haine se propageant sur les plateformes de médias sociaux. Environ 850 cas de haine ont été enregistrés en Espagne en 2021, avec des estimations indiquant que le nombre réel a atteint 6000 incidents de haine, pour un millier de sites Web impliqués dans la propagation de la xénophobie et l'augmentation de l'intolérance.

Le 13 mai 2022, les services de renseignement allemands ont révélé des preuves tangibles d'ED, dans plus de 300 cas au sein d'agences allemandes. Selon les estimations, les extrémistes de droite sont impliqués dans plus de 65 000 crimes à motivation politique en Allemagne.

Avenir de l'ED

La montée de l'ED est devenue un phénomène mondial croissant, et la montée remarquable des partis de droite en Europe est devenue alarmante, n'étant plus seulement

de petits partis aux idées populistes. Ils affectent désormais la scène politique et sociale européenne, car les forces politiques traditionnelles européennes pourraient adopter de mesures strictes pour confiner l'influence de l'ED et préserver leurs masses électorales lors des élections, ce qui pourrait affecter les politiques européennes sur des questions cruciales.

Les craintes d'une plus grande menace pour les minorités en Europe devraient augmenter en raison de la propagation de la rhétorique de l'Ed, mettant en péril l'avenir de l'Europe, en raison de la montée constante des forces de l'ED et de leurs efforts de former des alliances politiques pour faire passer leurs programmes et politiques radicaux visant le contrôle total de la scène politique européenne. Ainsi, les gouvernements européens doivent chercher une issue politique à la polarisation que connaissent certains pays européens. ■





L'extrême droite aux États-Unis

Pensée mythique et violence politique



■ Stephen Eric Bruner

Le 6 janvier 2021 est devenu un symbole de l'extrême droite aux États-Unis. Ce jour-là, des groupes extrémistes ont protesté contre ce qu'ils prétendaient être le vol des élections comme un complot mené par l'État profond. Face à ce réquisitoire indiscipliné, il n'était pas important de gagner le scrutin par 7 millions de voix, ni de manquer des preuves de ladite fraude électorale, nullement indispensables face au flot de discours incendiaires cherchant à mobiliser les masses en colère des extrémistes de droite qui rejettent les résultats du scrutin de 2020 et cherchent à l'annuler manu militari.

■ Codirecteur du Conseil international sur la diplomatie et le dialogue et professeur de sciences politiques à l'Université Rutgers, États-Unis

Pratiques extrémistes

Les nouveaux radicaux de droite montrent leur dédain pour le gouvernement fédéral à travers des pratiques qui simulent le sectarisme ayant déclenché la guerre civile américaine entre 1861 et 1865, telles que l'opposition à l'égalité et à la démocratie, les prétentions d'exclusion en raison de la bureaucratie du gouvernement fédéral et des impôts qu'il impose ou le contrôle des élites libérales, déclarant leurs craintes face au processus de production moderne de haute technologie et à la dépendance envers la créativité technique et le souci de l'efficacité et de l'expérience.

Les membres de la droite les plus pratiquants et les plus fanatiques sont les évangéliques, religieux ou laïcs et les extrémistes de droite ayant tendance à privilégier le dogme intellectuel sur la logique factuelle, la passion sur la science et l'intuition sur la pensée critique.

Les extrémistes de droite ont déjà travaillé dur pour leur succès politique, participant à des élections locales et nationales à faible taux de participation au cours desquelles une minorité organisée peut remporter des sièges dans les conseils municipaux et les commissions scolaires, etc.

Le début de cette activité a eu lieu à la fin du mandat présidentiel de George W. Bush, et après que le pays a été accablé par les effets de l'invasion de l'Irak et de la

récession économique de 2007-2008. Le mouvement du thé avec son cadre économique conservateur, ses tendances d'extrême droite et ses penchants républicains a émergé sur la scène politique. Après l'arrivée au pouvoir du président Obama en 2008 et l'intensification de la rivalité politique entre les deux partis, la rhétorique raciste incendiaire s'est accentuée et a conduit à l'émergence d'un climat polarisé dans lequel s'épanouit l'extrême droite et s'exacerbe la haine des étrangers et des immigrés.

Mythes et croyances

La pensée mythique forme la vision du monde et de la vie de l'extrême droite, et plus la droite s'enfonce dans la pensée idéologique, plus ses affiliations politiques deviennent intolérantes. Les extrémistes ne permettent pas la critique de leur perception déformée des États-Unis d'Amérique. Ils voient que l'âge d'or est lié à la domination de l'homme blanc, à la suprématie de la religion chrétienne et à la domination des propriétaires d'argent et des propriétaires terriens, et croient que la promesse de bonheur faite par la Déclaration d'Indépendance s'adressait à eux seuls et non aux ouvriers, personnes de couleur (noires et jaunes), femmes, Amérindiens (Indiens rouges), Asiatiques et autres groupes de personnes.

Pour justifier cette vision imaginaire, l'extrême droite suppose que les groupes exploités et privés de leurs droits





sont heureux de ces conditions. Les œuvres classiques de l'art réactionnaire ont perpétué ce mythe dans le film "Naissance d'une Nation" (1915), qui célèbre le groupe raciste pro-homme blanc "Ku Klux Klan". Divers récits racontés en privé et en public, et inclus dans les manuels scolaires pour consolider et asseoir ces préjugés, forment une vision dégradante des exclus en raison de leurs sexe, race, culture ou statut économique, comme s'ils étaient de jeunes garçons immatures accusés de paresse ou d'indolence au point de ne pas chercher à changer leur situation ! Ainsi, les groupes vulnérables perdent toute justification face à l'injustice qui les frappe et au droit de s'y opposer.

L'extrême droite est convaincue d'une seule idée, à savoir qu'une clique satanique et rusée a empoisonné ces esprits faibles avec des idées folles d'égalitarisme, et les a poussés à se révolter contre la condition misérable à laquelle ils sont destinés, et que cette conspiration est l'œuvre des communistes ou des libéraux, peu importe, puisque le danger est le même de la part de groupes opprimés s'attaquant aux blancs chrétiens supérieurs qui sont leurs dirigeants légitimes, causant la destruction de la plus grande nation sur terre.

L'extrême droite estime que la Ligue afro-américaine a infesté les rues de criminels, ouvert les frontières américaines aux gangs d'immigrants de différents pays et détruit le moral de la police. Les arguments à ces

allégations importent peu car les preuves alternatives fallacieuses abondent et sont relayées par "FOX NEWS" et les autres médias de droite tels les sites Web néonazis, ayant grandement contribué à la diffusion d'informations mensongères ininterrompues, divisant le pays, sapant le discours de la raison et semant la zizanie de sorte qu'à peine deux personnes puissent s'entendre sur une quelconque vérité.

Violence de droite

Le rejet par l'extrême droite du dialogue a fait de la violence le seul moyen de résoudre les conflits et les différends. Plus de 500 millions d'armes circulent aux États-Unis. Au lendemain de centaines de fusillades, les libéraux et d'autres courants de gauche ont cherché sans succès à limiter les ventes d'armes.

Les réformes les plus aisées, comme l'interdiction des AK-47, sont combattues non seulement par l'extrême droite, mais aussi par le grand public conservateur. Le débat juridique sur le contrôle des armes à feu ne porte pas seulement sur le droit constitutionnel des Américains à porter des armes, mais aussi, compte tenu de la présence de nombreux groupes extrémistes actifs à travers les États-Unis, sur la capacité d'utiliser ce débat et les libertés démocratiques pour détruire la démocratie.

Après l'incident du 6 janvier, ses organisateurs, comme les Proud Boys et les Oath Keepers, ont argué que





l'incident était un rassemblement pacifique, tandis que d'autres affirmaient qu'il était organisé par un groupe anarchiste antifasciste dit Antifa, en collaboration avec des antiracistes associés au mouvement Black Lives Matter. Cependant, d'autres extrémistes de droite affirment que la rébellion était une fausse rumeur. Mais la vérité est autre et la rébellion qui a eu lieu faisait partie d'un nouveau modèle à travers lequel les extrémistes de droite tentaient de contrôler les conseils d'État. Ils ont agressé des observateurs électoraux, pris d'assaut la maison du président de la Chambre des représentants des États-Unis Nancy Pelosi, grièvement blessé son mari, tenté d'enlever Gretchen Whitmer, gouverneur du Michigan, attaqué des synagogues et des églises noires et tué des militants soutenant le droit des femmes à l'avortement.

L'antisémitisme et l'islamophobie se sont propagés, le racisme est devenu monnaie courante du discours politique et les appels à rejeter les interprétations critiques de l'histoire américaine, en particulier celles écrites par des auteurs de couleur, se sont intensifiés. Les perturbations des réunions des conseils municipaux et des conseils scolaires témoignent de la prévalence de gangs violents de l'extrême droite.

Les extrémistes ont réussi à exercer des pressions politiques et partisanes pour faire prévaloir l'hypothèse

que les Blancs sont la minorité persécutée, que l'anti-immigration préserve le mode de vie américain, que l'opposition aux interprétations critiques de l'histoire américaine est du patriotisme, que la restriction du vote aide à garantir des élections libres et équitables, que la réduction des impôts pour les riches et des programmes de protection sociale profite économiquement à tous les citoyens.

La politique débridée de l'extrême droite fait le jeu des évangéliques chrétiens, des fanatiques religieux, des nationalistes blancs, des extrémistes férus des armes à feu, des nazis et des théoriciens du complot, qui paraissent plus puissants quoiqu'ils soient une minorité en raison de leurs méthodes basées sur l'excitation.

En conclusion, les politiciens avisés devraient adopter des positions fermes fondées sur les principes, promouvant les politiques économiques égalitaires et les libertés civiles et défendant les implications des valeurs libérales, car la lâcheté face au fascisme est une auto-échec. Les élus, les médias et le grand public doivent déterminer comment traiter les gangs de droite et faire pression sur le système judiciaire pour qu'il les condamne et les réprime. Il est également indispensable de cibler les jeunes et d'user des médias de manière innovante pour dénoncer ces extrémistes aux yeux des électeurs indépendants. ■

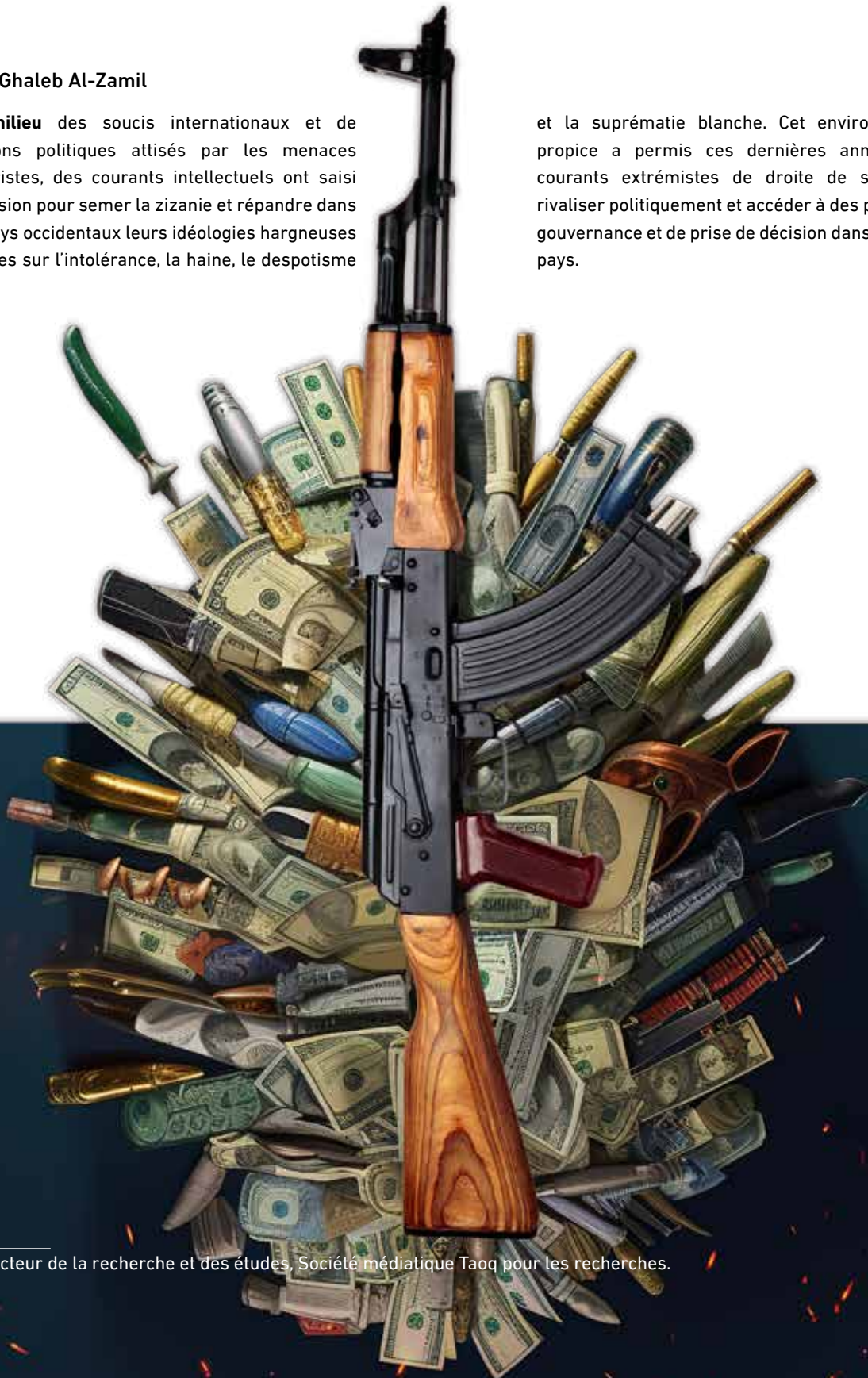
Financement d'extrême droite

Affluents de l'intolérance et de la haine

■ Dr. Ghaleb Al-Zamil

Au milieu des soucis internationaux et de tensions politiques attisés par les menaces terroristes, des courants intellectuels ont saisi l'occasion pour semer la zizanie et répandre dans les pays occidentaux leurs idéologies hargneuses fondées sur l'intolérance, la haine, le despotisme

et la suprématie blanche. Cet environnement propice a permis ces dernières années aux courants extrémistes de droite de s'étendre, rivaliser politiquement et accéder à des postes de gouvernance et de prise de décision dans certains pays.



■ Directeur de la recherche et des études, Société médiatique Taoq pour les recherches.





Les rapports indiquent que l'extrême droite devra s'étendre et se renforcer dans diverses parties du monde dans les années à venir. Or cette extension s'accompagne de menaces terroristes croissantes, confirmées par la déclaration du service australien de sécurité et de renseignement selon lequel les cas liés à l'extrême droite représente 40 % des cas d'extrémisme qu'il combat.

L'attentat terroriste de Christchurch, en Nouvelle-Zélande, est un exemple frappant des dangers terroristes associés à la montée de l'extrême droite. L'analyse des fils conducteurs du crime terroriste révèle les liens transfrontaliers de l'extrême droite, l'Australien accusé du massacre, s'étant inspiré de l'organisation "Génération de l'Identité", mouvement politique d'extrême droite, et usé d'un don d'argent de la branche autrichienne de cette organisation.

Ce don financier hautement symbolique pose la question urgente des sources de financement de l'extrême droite, la capacité de ses organisations à financer leurs projets et activités, la possibilité de révéler ces sources et la capacité des gouvernements à y mettre un terme. Les spécialistes sont très sceptiques quant à la recherche d'un système de contrôle financier basé sur la compréhension de la nature de ces groupes, de leurs activités et de leurs médiateurs, conduisant finalement à traquer et arrêter leur processus de financement, comme le pense le chercheur Ritzman, car contrairement aux extrémistes traditionnels, il a été prouvé que l'extrême droite dispose d'un système de financement intégré.

Le financement est la pierre angulaire des groupes d'extrême droite qui reçoivent des financements de diverses

sources, notamment des dons de particuliers, d'entreprises, d'ONG et de fonds légaux et illégaux, comme suit:

Dons privés

Les cotisations des groupes d'extrême droite représentent leur première source de financement durable, mais limitée dans sa capacité à financer les grosses activités de ces groupes, ce qui leur impose d'activer le principe des dons afin de sécuriser des flux de trésorerie élevés, si bien que certains groupes d'extrême droite ont adopté, pour collecter les dons, des sites de financement participatif en ligne, qui rapportent très rapidement beaucoup d'argent. Le groupe Ku Klux Klein "KKK" était l'un des premiers à adopter cette approche. En 1984, le leader du groupe, Louis Pym, a mis au point le plus ancien système de babillards électroniques sur Internet, Liberty Net. Son succès en tant que plateforme informatique a conduit à la création de Stormfront, transformé en premier site Web des groupes suprématistes blancs à des fins de communication et de collecte de fonds.

En raison de la flexibilité et des procédures simples offertes par les plateformes de financement participatif, les groupes de droite se sont tournés vers des sites de financement participatif, tels que: (Patreon, GoFundMe, Kickstarter) devenus une source de financement pour leurs activités. Mais ces sites ont réalisé les dangers de financer des organisations extrémistes et les ont boquées. Alors, elles ont créé des plateformes racistes alternatives ayant échoué à perdurer, telles que Hatreon et GoyFundMe. Malgré certaines restrictions qu'elles imposent, les grandes sociétés de financement participatif permettent toujours aux extrémistes de droite de recevoir des dons



réguliers de sympathisants et d'organiser des campagnes de collecte de dons.

The Daily Stormer, un site d'actualités géré par des suprématistes blancs néonazis, illustre la capacité individuelle à collecter des fonds grâce à la création de contenus extrémistes. Le fondateur et éditeur Andrew Anglin a pu collecter des fonds pour la poursuite du site, et a reçu plus de 200 000 \$ en Bitcoin rien qu'en 2014, ainsi que de dons d'individus à la Silicon Valley et à Santa Clara, en Californie.

Il en est de même de l'extrémiste de droite britannique Tommy Robinson, de son vrai nom Stephen Yaxley Lennon, qui a bénéficié d'importants soutiens financiers de donateurs étrangers, et d'un financement participatif de donateurs individuels du monde entier, pour assurer les frais de justice dans les affaires portées contre lui, telle l'affaire de diffamation que l'étudiant syrien Jamal Hijazi a remportée contre lui, le tribunal l'ayant condamné à payer une amende de 100.000 livres sterling à titre de dédommagement. Il a reçu, lors de son arrestation de deux mois, environ 20.000 livres en dons payés en Bitcoin uniquement. Il a appelé ses partisans à collecter des fonds pour couvrir ses campagnes politiques. En octobre dernier, il a révélé qu'il était toujours en possession d'un surplus de "quelques centaines de milliers de livres".

Le rapport "Acheter et Vendre l'extrémisme : nouvelles opportunités de financement dans la communauté en ligne d'extrême droite", publié par le service australien

de sécurité et de renseignement en août 2021, confirme que neuf chaînes australiennes partageant du contenu d'extrême droite via l'application Telegram utilisaient pas moins de 22 plateformes de financement actives entre début janvier 2021 et le 15 juillet 2021.

Financement externe

Les parties externes constituent une importante source de financement des organisations d'extrême droite pouvant obtenir des fonds d'autres groupes extrémistes à l'étranger. Le groupe de réflexion stratégique à Philadelphie "Middle East Forum" a fourni 60.000 dollars de financement aux manifestations pro-Robinson de l'extrême droite qui a admis plus tard que le Forum avait payé 78.000 livres pour couvrir les honoraires de son avocat dans l'affaire contre lui pour outrage au tribunal.

Activités criminelles

L'extrême droite a largement utilisé le crime organisé, notamment dans les années 2000 pour générer des revenus élevés grâce à des activités illégales, telles que la drogue, le commerce illégal d'armes, la prostitution, l'extorsion et le vol à main armée. Dans les années 1980, des suprémacistes blancs ont pillé un transporteur de fonds et contrefait de la monnaie américaine. Tout comme Timothy McVeigh, le kamikaze d'Oklahoma City en 1995, a commis des vols de banque avant de perpétrer son attaque, une approche à laquelle de nombreux groupes suprémacistes aryens n'ont pas dérogé, se livrant au racket, au trafic de drogue et au



vol à main armée. En 2020, les autorités américaines ont réussi à poursuivre des dizaines de suprématistes blancs pour trafic de stupéfiants tels que la méthamphétamine, la cocaïne et l'héroïne.

Nombre d'extrémistes ont su adapter la technologie à la pratique d'activités criminelles, tel Anders Breivik qui a financé son attentat sanglant ayant causé la mort de 85 étudiants norvégiens en 2011, en dépassant la limite de sa carte de crédit. Le phénomène de fraude financière et électronique et de vol de cartes de crédit et d'identités est devenu monnaie courante pour financer l'extrême droite, vu la facilité de sa mise en œuvre et la difficulté de détecter et de suivre les fonds pillés.

Activités commerciales sous licence

Les organisations extrémistes de droite recourent à diverses méthodes pour bénéficier des fonds issus d'opérations illégales et blanchissent cet argent par l'achat de biens immobiliers, de restaurants ou de salles de sport et par diverses activités commerciales très lucratives dont notamment:

1. Concerts et festivals de musique : Les revenus d'un concert musical regroupant 6000 personnes sont estimés à plus de 150.000 euros. Outre leur bénéfice matériel important, ces événements permettent aux organisations de droite de mettre en relation leurs jeunes partisans avec une activité sociale commune qui renforce la cohésion et l'amitié entre eux et unifie leurs récits.
2. Sociétés de sécurité: Les organisations de droite ont tendance à créer des sociétés de sécurité pour profiter de cette couverture légale et former leurs membres au maniement des armes et les organiser dans un cadre paramilitaire.
3. Événements sportifs de combat: Ces événements qui assurent des sommes colossales rien qu'en billets d'entrée, sont réservés aux blancs, pour mettre en évidence leur supériorité et la suprématie de la race aryenne.
4. Immobilier: C'est une activité de base pour gagner des fonds et blanchir les revenus illégaux.
5. Boutiques et e-commerce: Les commerces de l'extrême droite se multiplient dont des boutiques de mode et des restaurants, ou des magasins spécialisés dans les accessoires racistes tels que les machettes, les arcs, les slogans et les souvenirs racistes.

Avec l'émergence du commerce électronique, les extrémistes de droite sont devenus actifs dans ce

commerce, vendant une large gamme de biens pour subvenir à leurs besoins ou financer leurs organisations extrémistes, tels que des t-shirts, tasses à café, drapeaux spéciaux et souvenirs vendus aussi sur les sites de commerce électronique comme Amazon et sur les plateformes de médias sociaux.

Monnaies numériques

Le suivi sécuritaire des opérations de financement de l'extrême droite, ainsi que la poursuite et le gel de leurs comptes bancaires, ont conduit ces groupes à la clandestinité à travers le commerce des devises numériques qui échappe au contrôle des banques et des autorités financières, et leur permet de dissimuler leurs ressources financières et de les transférer sans crainte. Andrew Anglin, propriétaire du site Daily Stormer, rapporte qu'après le blocage de son compte PayPal et la suspension de ses cartes bancaires, il a reçu un don de 15 bitcoins, soit l'équivalent de plus de 600.000 dollars à l'époque. Il a ironisé disant : "Vous nous avez orientés, imbéciles, vers les monnaies numériques" !

Les extrémistes de droite ne se sont pas contentés des Bitcoins, ayant vite permis des procédures transparentes permettant de connaître le donateur et le bénéficiaire, ce qui les expose aux poursuites judiciaires. Ils se sont donc rapidement tournés vers la monnaie secrète, dite Monero, qui occulte toutes les transactions. Certains groupes d'extrême droite ont limité les dons à cette monnaie, comme les (Proud Boys) et (Nordic Resistance) interdits en Finlande.

Traitements gouvernementaux

La montée de l'extrémisme de droite et son rôle majeur dans les dissensions sociales ont donné l'alerte sur l'importance de surveiller son financement et ses activités suspectes.

Les autorités gouvernementales de nombreux pays occidentaux déploient une intense activité pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement de l'extrémisme de droite, en particulier à la lumière des difficultés à tracer ses transactions numériques lui permettant d'obtenir des fonds énormes non contrôlés.

En général, circonscrire les sources de financement de l'extrême droite n'est pas une tâche aisée, car cela nécessite des efforts importants et intégrés pour répondre aux différentes fluctuations. Cependant, il ne s'agit pas d'une mission impossible, et le tarissement de ces sources est une étape sine qua non pour contenir l'extrémisme de droite et limiter ses dangers. ■



L'extrême droite théorique

Vision philosophique

■ Sylvie Taussig

Le philosophe Alessio Moretti a inventé le terme d'extrême Droite Théorique, (EDT) dans une tentative de comprendre les développements politiques récents qui se produisent dans les régimes démocratiques. Mais avant de plonger dans les pratiques de cette extrême droite, ou rechercher ses alliés dans les milieux économiques ou sociaux, il importe de connaître les éléments fondamentaux d'un mouvement «théorique» largement méconnu. Le terme «théorique» repose sur le fait politique qui nécessite l'existence d'une démarche intellectuelle dont les principes sont diffus dans les différentes couches de la société.

Parler de l'EDT, c'est rappeler un petit groupe de penseurs et de théoriciens, des personnes cultivées, très préparées, très organisées, porteuses d'une idéologie qui se décline à l'échelle de la planète, au-delà des différences nationales.

■ Chargée de recherche au CNRS, France.



Origines intellectuelles

L'EDT est un mouvement fondamentalement révolutionnaire, et conservateur à la fois, sans qu'on puisse le réduire au courant historique de la révolution conservatrice. Ce mouvement, qui remonte à plus d'un siècle, revendique assurément des lectures, celle de Nietzsche et de Spengler. Mais ses tenants les plus contemporains ont assimilé les conceptualisations théoriques successives et pensé les évolutions politiques pour les intégrer. De Marx à Debord, en passant par Gramsci, Laclau ou Hocquenghem, ils assimilent même des pans entiers de la pensée dite de gauche, celle qui du moins n'a pas mis en place des outils pour éviter cette récupération. On ne négligera pas non plus la revendication d'une contre-culture : l'extrême droite théorique, du futurisme de Marinetti aux BD en passant par Jean-Marc Vivensa, explore les arts avec conscience, inventivité, avant-gardisme, loin de s'en tenir au pompiérisme, si grande est son aspiration révolutionnaire et sa conviction qu'il faut dépasser les clivages et binarisme pour atteindre le "sens" et la "vérité".

Son rapport à la religion est généralement mal évalué. À cause de son adhésion à certains thèmes déployés par les religions traditionnelles, on le plaque sur l'intégrisme catholique – ou sur le fondamentalisme évangélique, et de façon moins répandue à cause des thèses antimusulmans de l'ED politique sur l'islam. Là encore c'est s'aveugler, sinon tomber dans un piège, car il n'y a pas de plus féroces critiques en particulier de la religion catholique, dans le sillage de la vision nietzschéenne. Le rapport avec le néopaganisme n'échappe pas aux commentateurs, qui insistent sur une conception du temps cyclique, opposée à la vision historique des monothéismes, renvoyant au Ragnarök nordique ou au Kali Yuga hindou.

Dans la matrice de l'EDT, il y a de nombreux travaux ésotériques : Arturo Reghini, René Guénon, l'astrologie d'Ovalo de Carvalho, l'érudition sur le bouddhisme (Vivensa), les cosmovisions nordiques ou les visions hindoues ou "aryennes". Ce dernier adjectif, présent de façon cryptique, renvoie certes à l'idéologie nazie et à son antisémitisme, mais non sans reposer sur toute une élaboration scientifique ou pseudoscientifique, avec l'idée que ces traditions religieuses sont intégralement préservées et permettent d'approcher la Tradition primordiale, particulièrement oubliée ou occultée par la modernité. Ce n'est pas exactement un syncrétisme, mais la certitude que certaines doctrines contiennent des éléments de la Vérité, accessibles par initiation.

Dans ce temps cyclique, les élus (les initiés) sont en attente

de la grande régénération (catastrophe, destruction, restitution), enfermés qu'ils sont dans l'âge sombre actuel, toujours plus sombre, qui se caractérise par la fin des frontières, la fin des castes, la fin des hiérarchies, le règne de la matière et de la technique, le règne de l'égalité et la confusion : le libéralisme politique entendu en termes ontologiques. Cette réflexion gnostique est structurée par la mise en place de structures binaires, qui sont ensuite projetées et retournées contre les prétendus "modernes", à commencer par Descartes.

Rejet de la philosophie

L'EDT déploie une machine de guerre contre la philosophie, dans le sillage de Nietzsche ou de Heidegger. La "modernité" est construite comme ce qui est inapte aux réalités spirituelles et rejetée parce qu'elle a rompu avec la Vérité et se vautre dans le nihilisme passif que pourfend Nietzsche. Elle ne peut être combattue que par l'élitisme du nihilisme actif, la transvaluation des valeurs par le surhomme. Ici apparaît Julius Evola.

Quant au rejet du modernisme, exprimé par Guénon, il se distingue radicalement de l'intégrisme qui est un conservatisme ou un courant réactionnaire, et ne déploie pas la vision de l'église comme Katekhon, ce qui retient la grande catastrophe. Telle était en revanche la vision "catholique" de Carl Schmitt qui représente l'autre attitude possible de la gnose : il faut ralentir l'inéluctable désastre et fin, et telle fut, selon lui, le rôle historique de l'institution catholique. L'autre vision est qu'il faut l'accélérer, et on la voit de façon exemplaire dans un texte de Heidegger d'avril 1945 (avril 1945 !), Armut, où la situation historique (les Allemands sans toit) est celle du « libre qui libère ». Ces deux auteurs, plus ou moins engagés dans le nazisme, s'en sont distingués et inspirent jusqu'à aujourd'hui tout un éventail de penseurs.

On a donc raison et tort de les rappliquer sur le nazisme ou fascisme. C'est ici qu'il faut introduire, à cause de l'actualité, le nom d'Alexandre Douguine, théoricien de la quatrième voie (distincte du capitalisme, du communisme et du fascisme) et distinguer, malgré les collusions avec le fascisme, son « eurasisme » qui n'est pas davantage un nationalisme. Le geste de se démarquer du fascisme comme mouvement politique réel n'est pas nouveau, et il crée la confusion. Louer Heidegger ou Evola pour s'être démarqués du racisme biologique nazi, au prix de quelques distorsions de la réalité, se tient. Il y a réellement une critique du nazisme chez ces penseurs, mais elle a aussi été qualifiée d'archifascisme.

Le peuple gnostique

L'EDT n'étant pas un populisme, mais un aristocratism, un élitisme, accuse le fascisme de vulgarité populiste, de flatter les populations (par exemple en prétendant que tous les Allemands sont élus) et de s'appuyer sur l'idée de progrès (ce qui implique la technique). En face s'affirme une vision globale gnostique, qui resserre toujours le cercle des élus. La réflexion sur l'échec des fascismes historiques a induit Evola à mettre en place un projet de réarmement du mouvement. Or Evola, parce qu'il rassemble la pensée de la Tradition et a été le penseur d'une relève de l'extrême droite libérée de ce populisme qui la défigure, est l'inspirateur de la plupart des grands noms de l'extrême droite théorique contemporains : de ADB qui lui consacre une émission de radio, qui préface ses livres et tait soigneusement certains « détails », à Alexandre Douguine, en passant par Steve Bannon.

Pourtant l'EDT se réfère abondamment au peuple, mais il ne s'agit pas du démos, le peuple de la démocratie, mais du peuple en tant qu'il porte la Tradition, soit le contraire d'une définition citoyenne et individualisée. Ce n'est pas non plus exactement une abstraction, mais plutôt une dépersonnalisation. Ce peuple, distinct de la masse définie par sa vocation de « mouton de Panurge » et « damnée », se caractérise par sa connaissance (la gnose) qui le sauve. Il fait entendre la vox populi en tant que vox dei, celle du « dieu qui peut encore nous sauver » ; ce n'est pas le peuple égalitaire, mais au contraire un peuple qui s'autodéfinit comme une élite.

Complotisme

Voilà pourquoi les déclinaisons politiques de cette EDT se basent toutes sur l'idée que l'égalitarisme et le libéralisme sont en fait des variétés de fascisme – imposition autoritaire d'un modèle unique, soit un complot d'un petit groupe qui manipule et incarne le mal – parce qu'il est tromperie conduisant à autotromperie (concept schmittien) et parce qu'il introduit le mal (dont la définition varie selon les groupes). Le complotisme, si fondamental dans l'ED théorique, est ainsi la forme politique privilégiée par l'ED pour gérer la question des masses et constituer un peuple élu, dans la mesure où il flatte, comme individu, celui qui prétend penser par lui-même et pratiquer le doute, et le fait adhérer au nom des valeurs « démocratiques » à un projet qui ne l'est pas.

Ce complotisme fondamental de l'EDT s'accompagne d'un processus de redéfinition et de déplacement des concepts. Ainsi, le libéralisme, champion de l'autotromperie, est accusé de tromperie, de manipulation : il commet donc

des abus sur les concepts dont il prétend se servir. Ce qu'il appelle égalité est manipulation et domination. Est également reformulé le concept de conspirationnisme auquel Alain De Benoist (ADB) consacre un article brillant. Le conspirationnisme devient ici un trait essentiellement catholique. Dans ce cadre, tel que le racisme racial « vulgaire » est rejeté au profit du « racisme de l'esprit » et où l'ethno-différencialisme, relevant de l'être, est opposé à l'universalisme, c'est l'ED qui se présente comme donnant les bonnes solutions théoriques (cohérentes) aux crises du monde moderne. Pour l'EDT, le point fondamental est que le monde est mauvais et qu'il va toujours pire, jusqu'à l'instant de la grande catastrophe ou de la grande combustion, soit un moment phénix avant une nouvelle consommation.

Les mots clefs de la politique de l'EDT sont donc : le « peuple » et son éléction via le complotisme, la géopolitique, la métapolitique, des concepts reposent tous sur la fusion de la « théologie » et de la « philosophie », et revendiquent la force du préfixe – méta, géo – comme une traduction de l'allemand spenglerien, schmittien ou heideggerien.

Relation avec la politique

L'EDT antiphilosophique est aussi antipolitique : en raison de la puissance du mythe, exposé par Carl Schmitt tantôt de façon franchement mythique (dans la Terre et mer) tantôt moins échevelée (dans le Nomos de la terre), que la Russie, puissance continentale, garde quelque relation avec la Vérité, à la différence du cosmopolitisme fondamental des États-Unis, empire de la mer, de la confusion. Le capitalisme n'est plus une réalité économique, mais une entité mythique, un « Léviathan » globaliste, le propre de « l'espace atlantique », celui de la Subversion, dirait Douguine, en face de l'espace continental ou eurasiste, ou de la Tradition.

Ce mouvement touffu de l'EDT nécessite aujourd'hui une analyse complète comme celle dont a été l'objet l'œuvre de Carl Schmitt, pour que ses nombreux pièges théoriques soient mis en évidence, ainsi que son succès à l'extrême gauche.

En conclusion, l'extrême droite théorique, avec son révolutionnarisme conservateur, n'a pas été isolée du développement naturel des idées et des démarches, mais elle a influencé et a été influencée, et s'est développée par étapes successives selon les visions des philosophes et des théoriciens qui ont adopté son cursus intellectuel. Les chercheurs doivent s'intéresser davantage à l'analyse de ses origines idéologiques, afin de mieux cerner ses positions, sa manière d'agir, son appréhension de l'histoire et sa vision prospective de l'avenir. ■

Al-Gama'a al-Islamiyya (GI) en Egypte

Histoire de sang et de regret

■ Éditrices

Un quart de siècle après son inscription sur la liste du terrorisme, le Département d'État américain a annoncé le 21 mai 2022, le retrait du GI en Égypte de la liste des organisations terroristes étrangères où il figurait depuis le 8 octobre 1997. Le ministère a attribué sa décision à l'abandon par le groupe de l'approche du terrorisme et des activités terroristes, en plus du grand succès obtenu par l'État égyptien dans le désamorçage de la menace terroriste pratiquée par ce groupe.

A l'intérieur et à l'extérieur des universités

Le GI a commencé ses activités au sein des comités étudiants dans les universités, sous le nom de «Groupe religieux». Le début était avec l'ingénieur Salah Hashem qui a rejoint l'Université d'Assiout en 1972 et pris les rênes du Groupe Religieux.

Lors des élections estudiantines tenues à l'Université d'Assiout en 1978, le Groupe Religieux a remporté tous les sièges sous la direction de Najeh Ibrahim, qui a pris la direction du groupe, succédant à Salah Hashem, et inauguré des activités hors des enceintes de l'université. Le groupe s'est développé au sein des facultés au point de prendre le nom de «Al-Gama'a al-Islamiyya» et de se fixer un organigramme. Chaque faculté est dotée d'un conseil de choura dirigé par un émir, et l'université est chapeauté par un conseil universitaire de la choura dirigé par l'émir général ou l'émir du GI.

Cette croissance régulière du groupe a été suivie par des défections de ses dirigeants, dont certains se sont tournés vers les Frères Musulmans tout en gardant le nom du GI pendant un certain temps. D'autres étaient connus à l'Université d'Alexandrie sous le nom d'Appel Salafiste. Une troisième section, à savoir le groupe d'Assiout et Minya, dirigé par Karam Zuhdi, Najeh Ibrahim et Asim Abd Al-Majid a conservé le nom de GI, adhéré à l'organisation du Jihad puis s'est séparé d'elle.

Approche de l'outrance

Adoptant l'approche de l'extrémisme et de l'outrance, le GI a eu recours à la violence et au terrorisme. Sa première opération était de dévaliser les magasins d'or appartenant

à des chrétiens dans la ville de Nagaa Hammadi en Haute-Égypte où il a tué nombre de citoyens et s'est emparé de 4000 livres égyptiennes et plus de cinq kilos d'or.

Le groupe s'est intéressé à organiser des conférences et des marches, et à distribuer des tracts à l'extérieur des murs de l'université pour dénoncer la visite du président Muhammad Anwar Sadat à Al-Qods (Israël) et la visite du Shah d'Iran en Égypte, et exiger l'application de la loi islamique, ce qui a conduit à l'intervention du gouvernement égyptien en édictant un nouveau règlement pour les syndicats étudiants connu sous le nom du règlement de 1979 qui restreignait les activités estudiantines.

L'activité du groupe s'est étendue hors d'Égypte. Il a participé à la guerre en Afghanistan et y a établi des bases militaires. Certains de ses membres ont été tués, dont Ali Abdel Fattah, l'émir du groupe à Minya. L'expérience de l'Afghanistan a eu un impact sur l'adoption de la violence par le groupe, qui a rétabli des liens avec l'organisation du Jihad, communiqué avec d'autres organisations, publié le magazine (Al-Mourabitoun), et depuis 1986, les actes de violence de groupe ont commencé à s'intensifier.

Pratiques terroristes

Le 6 octobre 1981, lors des célébrations de la victoire de la guerre d'Octobre, la branche militaire du groupe, dirigée par le lieutenant Khaled Islambouli, a assassiné le président Sadate. Toutes les personnes impliquées ont été arrêtées et condamnées à mort dont Muhammad Abdel Salam Faraj, auteur du livre «Le Devoir Absent».

Le 8 octobre 1981, des membres de l'aile militaire du



groupe ont attaqué le siège de la sécurité d'Assiout et les postes de police et tenté d'occuper la ville. De nombreux dirigeants de la police et des forces spéciales ont été tués. Les assaillants dirigés par Najeh Ibrahim, Karam Zuhdi et Issam Derbala, ont été arrêtés et condamnés à 25 ans de travaux forcés.

Le groupe a tenté ensuite d'assassiner le ministre de l'Intérieur Zaki Badr en 1989. La police a riposté en assassinant le porte-parole médiatique du groupe Dr. Alaa Mohieldin en 1990. Le 12 octobre 1990, des hommes armés appartenant à la branche militaire du groupe, dirigée par Safwat Abdel-Ghani, ont assassiné Dr Rifaat al-Mahjoub, président de l'Assemblée du peuple égyptien.

Suite au retour de certains dirigeants d'Afghanistan, Talaat Fouad a pris la direction du groupe, de sorte que la violence s'est intensifiée. Le GI a tenté d'assassiner le président Hosni Moubarak à plusieurs reprises, notamment en Éthiopie en 1995, et a ciblé nombre de responsables sécuritaires et de personnalités politiques. Il a attaqué à plusieurs reprises des touristes étrangers en Égypte, dont notamment le 17 novembre 1997, lorsqu'il a tué 58 touristes suisses pour la plupart à Deir el-Bahari, Louxor, dans le temple d'Hatchepsout par six hommes déguisés en agents de sécurité.

Division et réunification

L'escalade de la violence du groupe n'avait pas, paraît-il, l'unanimité des dirigeants. Ceux dans les prisons ont dénoncé ces actions dans des messages publics, déclarant que les opérations terroristes ont nui à l'économie et à la stabilité et causé de grands dommages au groupe, notamment l'arrestation de près de 30.000 de ses membres et des restrictions sur la prédication et les activités religieuses.

A ce stade, le groupe suivait deux voies contradictoires. En prison, ses dirigeants menaient un processus de réévaluation de la trajectoire passée et présente du groupe, optant pour le renoncement à la violence à cause de ses conséquences désastreuses. Ils ont alors annoncé dans une déclaration lue devant les journalistes lors de l'audition de l'affaire (235) le 5 juillet 1997, l'arrêt de toutes les opérations armées à l'intérieur et à l'extérieur de l'Égypte.

En réaction à cette tendance révisionniste des dirigeants dans les prisons, une aile des dirigeants du groupe à l'étranger a rejeté l'arrêt de la violence et mené le massacre de Louxor en guise de réponse pratique. Rifai Taha, chef du Conseil de la Choura à l'étranger a publié une déclaration

adoptant l'opération, à laquelle Oussama Rushdi, porte-parole du groupe à l'extérieur de l'Égypte, aux Pays-Bas, a répondu en rejetant au nom du groupe cette opération et en dénonçant les auteurs.

La polémique et les désaccords ont éclaté au sein du groupe jusqu'à ce que tous les dirigeants finissent par accepter l'initiative de renoncer à la violence. Il s'agit des dirigeants historiques aux prisons, de cheikh Omar Abdul-Rahman en prison aux USA, Mustafa Hamzah, responsable militaire en Iran et Rifai Taha, chef de la Choura à l'étranger.

Rejet de la violence

Ce consensus a conduit le groupe à mettre fin à tous les actes de violence, démanteler ses unités militaires et mener des révisions idéologiques couronnées par le lancement d'une série de livres et d'études intitulée «Rectification des Concepts», notamment : (Initiative pour arrêter la violence, vision islamique et réaliste); (Interdiction en islam de l'extrémisme et de l'expiation); (Jeter la lumière sur les erreurs commises dans le djihad); (Conseils et clarté dans la correction des concepts du muhtasib); (Stratégie et attentats d'Al-Qaïda, erreurs et dangers); (Non aux attentats à la bombe).

Le GI a soutenu cette approche en encourageant l'approche pacifique et en publiant 25 livres pour confirmer les concepts de l'islam modéré qui rejette l'expiation et les conflits. L'Académie des recherches islamiques d'Al-Azhar a approuvé et salué ces études.

Au niveau régional et international, le GI a refusé de rejoindre le «Front mondial islamique de lutte contre les Américains et les Juifs» créé par l'organisation terroriste al-Qaïda en 1998 et rejeté les attentats du 11 septembre 2001. Il a dénoncé les attentats à la bombe ayant visé des complexes résidentiels à Riyad en mai 2003 et la ville de Casablanca en mai 2003. Il a rejeté également les attentats de Tunis et le crime de Nice en France,... etc. Le groupe a exhorté les musulmans résidant dans les sociétés occidentales à se rencontrer, dialoguer et à coexister pacifiquement avec les peuples de ces sociétés.

Le groupe et son parti ont attaqué l'organisation terroriste Daech et ont mis en garde contre son idéologie, ses idées et ses actions. Entre janvier et juillet 2015, le groupe et son parti ont organisé plus de 30 conférences dans 20 gouvernorats égyptiens pour confronter l'idéologie de Daech, qui était à l'apogée de sa puissance, éclairer et protéger les jeunes de cette organisation criminelle, et réfuter son idéologie et ses plans politiques et pseudo-islamiques. ■



YORAM VAN KLAVEREN

De la haine et de l'hostilité envers l'islam à la certitude et la quiétude de la foi

■ Ayman Ahmed Al Mahmoud

Connu pour sa haine intense de l'islam et des musulmans, sa ferme conviction de la croyance chrétienne conservatrice et son affiliation aux partis les plus extrêmes de droite, il exerçait une activité politique hostile aux musulmans et aux immigrés et était déterminé à écrire un livre dans lequel il dénoncerait les défaillances supposées de l'islam. Mais dès qu'il a commencé à rechercher et recueillir des arguments, il s'est avéré que la vérité était autre que ce qu'il s'imaginait. Il a trouvé dans l'islam ce qu'il cherchait en termes de faits qui interpellent l'esprit et apaisent la conscience.

Il s'agit de l'activiste politique et parlementaire néerlandais Joram van Klaveren, au parcours passionnant de l'islamophobie à la ferme croyance en Islam.

■ Écrivain intéressé par les questions d'extrémisme, SRMG, Riyad.

Révisions

Mon affiliation au parti d'extrême droite «Pour la Liberté» a rendu ma vision de l'islam fugace et floue.

J'ai longtemps cherché mes convictions religieuses et je les ai finalement trouvées dans l'islam.

Après ma conversion à l'islam, le ciel n'a pas plu d'or, mais j'ai vécu le bonheur, la joie et la sérénité.

Les extrémistes et les terroristes n'ont pas bien compris l'islam.

Joram van Klaveren

Brève biographie

Van Klaveren est né en 1979 à Amsterdam et a grandi dans un environnement chrétien protestant conservateur. Il s'est spécialisé en études théologiques à l'Université libre d'Amsterdam et a travaillé dans le domaine de l'éducation. Il s'est adhéré au parti d'extrême droite «Pour la liberté», et est devenu membre du conseil municipal de 2006 à 2009. Il a participé aux élections générales de 2010 et a été élu à la Chambre des représentants. Il était également membre du conseil provincial du comté de Flevoland depuis les élections de 2011.

Il a gagné la confiance du chef du parti politique, Geert Wilders, viscéralement hostile envers les musulmans et est devenu son bras droit et son fer de lance dans ses campagnes acharnées contre l'Islam au Parlement : appel à l'interdiction du niqab dans les lieux publics et de la construction de minarets, s'attaquer à l'Islam aux Pays-Bas, harceler les musulmans qui ne représentent que 5% de la population et fermer les centres islamiques. Il a qualifié l'Islam de «mensonge» et le «Coran» de poison.

En mars 2014, il a quitté le Parti «Pour la Liberté», n'étant plus d'accord avec ses orientations, les propos du chef du parti Wilders condamné à l'époque pour incitation à la haine et au racisme envers la minorité marocaine aux Pays-Bas après les élections de 2014 ayant eu un impact sur sa décision.

Klaveren a continué en tant que député indépendant jusqu'en 2017, et en mai 2014, il a participé à la création d'un nouveau parti politique conservateur appelé «Pour les Pays-Bas» (VNL). Cependant, le parti naissant a largement échoué aux élections de 2017 et n'a remporté aucun siège au Parlement. La même année, il travaille comme commentateur pour l'émission de radio quotidienne (Dit is de dag), de la Société de radiodiffusion publique chrétienne (EO), représentant les chrétiens conservateurs et de droite.

En 2018, il commence à écrire un livre expliquant les défauts de l'Islam, mais ses recherches objectives lui font vite changer de convictions pour enfin embrasser l'Islam.

La conversion à l'Islam

En octobre 2018, Van Klaveren s'est converti à l'Islam en récitant la double attestation de foi et a décidé de consacrer ses efforts à établir la vérité qu'il recherchait depuis longtemps mais que son activité dans les rangs du Parti de la liberté de droite rendait confuse et floue sa vision de l'Islam. Après sa conversion à l'Islam, il a écrit un livre en langue néerlandaise, dans lequel il réfutait les idées anti-islamiques, intitulé «Conversion du christianisme à l'Islam à l'ère de la laïcité et du terrorisme» publié en 2019, par la Maison (Kennishuys) aux Pays-Bas.

Le livre, considéré comme un document important sur sa conversion à l'Islam, est un témoignage de foi, où il dit à propos du noble verset (Et votre Divinité est une divinité unique. Pas de divinité à part Lui, le Tout Miséricordieux, le Très Miséricordieux) (Sourate : La Vache, verset 163) : La foi en un Dieu unique est la base de l'Islam et le vrai monothéisme. Le concept de Dieu en Islam n'est pas un secret théologique difficile à comprendre, mais un concept clair que l'esprit humain assimile facilement. Dieu est un seul Dieu, et Il est le même Dieu mentionné par Moïse, Jésus et les autres messagers. Après ma conversion, le ciel n'a plu d'or et je n'ai pas vu les étoiles briller plus que d'habitude, mais j'ai obtenu confort psychologique, plaisir et joie personnelle». Concernant les attentats terroristes, Klaveren souligne que les extrémistes ne comprennent pas correctement l'Islam et dévient de son droit chemin. Il y fait également l'éloge du statut élevé des femmes en Islam.

Sa conversion à l'Islam a choqué ses partisans et ses opposants. Wilders, l'ancien chef de son parti politique, a déclaré qu'il n'avait jamais prédit que Klaveren serait un jour musulman, et que cette nouvelle surprenante était comme d'entendre qu'un végétalien a accepté un emploi dans un abattoir.

La nouvelle de sa conversion à l'Islam saluée dans les médias sociaux a été qualifiée de courageuse. Klaveren n'est pas le premier membre du Parti de la liberté à se convertir à l'Islam : en 2013, il a été précédé par Arnaud Van Doorn, ancien conseiller municipal et producteur du film «Fitna» offensant pour le Messenger de Dieu, béni soit-il. ■

ÉDITORIAL

JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE L'ISLAMOPHOBIE UNE ÉTAPE IMPORTANTE POUR UN MONDE COEXISTANT ET TOLÉRANT

Le 15 mars 2023, les Nations Unies ont célébré pour la première fois la Journée internationale contre l'islamophobie afin de circonscrire ce phénomène et promouvoir le respect et la tolérance entre les personnes de cultures et de religions différentes. L'adoption de cette journée fait suite à une demande faite par la République du Pakistan au nom de l'OCI pour faire du 15 mars de chaque année une journée internationale contre l'islamophobie. Cette date semble avoir été soigneusement choisie pour coïncider avec le souvenir de l'attaque terroriste odieuse commise en 2019 par un membre d'extrême droite contre deux mosquées en Nouvelle-Zélande, tuant 51 musulmans et en blessant 50 autres.

Les musulmans souffrent depuis de nombreuses années des discours de haine et de racisme ainsi que de la stigmatisation de l'islam et des musulmans, parfois préméditée et parfois par ignorance des enseignements tolérants de l'islam. Les crimes terroristes commis par des déviants qui se revendiquent à tort de l'islam sont souvent exploités sur les plateformes médiatiques pour nourrir la haine, répandre la terreur et accuser l'islam d'être une religion de violence. Mais ce qui aggrave les choses, ce sont les tentatives de l'extrême droite en Europe d'alimenter cette haine à des fins politiques.

Ce phénomène a émergé au cours des deux dernières décennies d'une manière effrayante, en particulier après les événements du 11 septembre, suivis par une recrudescence des attaques contre les musulmans, d'actes sacrilèges contre leurs symboles religieux, et d'abus contre leurs droits personnels et libertés. Le Saint Coran a été brûlé à maintes reprises sous les yeux des autorités des pays occidentaux, et des caricatures offensantes envers le Messenger de l'islam, Muhammad, paix et salut d'Allah sur lui, ont été publiées, sous prétexte de liberté d'opinion et d'expression, faisant fi des sentiments d'environ deux milliards de musulmans sur terre, en plus d'innombrables incidents terroristes au cours desquels des cocktails Molotov ont été lancés sur les mosquées bondées de fidèles, en Allemagne, en France, aux États-Unis d'Amérique et dans d'autres pays. Des musulmans ont été écrasés par des voitures et poignardés, le tout sur la base de fausses perceptions et d'allégations délirantes, qui attisent les feux de l'intolérance et de la haine.

Des études mettent en garde contre la xénophobie envers l'islam et les musulmans susceptible d'échapper à tout

contrôle. En effet, un récent rapport des Nations Unies a indiqué que la discrimination et la haine envers les musulmans ont atteint le niveau d'épidémie généralisée, pouvant dégénérer en une guerre insensée aux conséquences désastreuses imprévisibles.

La CIMCT a été pionnière dans le rejet de ces pratiques et en a fait l'un de ses principaux efforts de lutte contre le terrorisme. Depuis sa création en 2016, elle a exigé que le terrorisme ne soit pas associé à une religion, culture, race, nationalité ou groupe, soulignant que toutes les religions appellent à la paix et au dialogue et rejettent la violence et la haine. Sur la base de ses principes et objectifs, la Coalition apprécie la résolution des Nations unies et salue son secrétaire général, Antonio Guterres, pour son discours équitable dans lequel il a clairement indiqué que les musulmans incarnent l'humanité dans toute sa diversité, mais qu'ils font face à l'intolérance et à la haine pour rien d'autre que leur foi, et que cette intolérance est due à l'émergence du nationalisme ethnique et de la doctrine néo-nazie prônant la suprématie blanche. Il a souligné que le message de l'islam véhicule toutes les significations de paix et de miséricorde depuis plus de 1400 ans et que ces valeurs constituent l'essence même de la Charte des Nations Unies et de son action pour la coexistence et la paix.

L'assignation par les Nations Unies d'une journée mondiale contre l'islamophobie est une étape importante qui nécessite des capacités supplémentaires pour lutter contre les discours de haine. La décision unanime nécessite d'autres mesures unanimes pour réduire les crimes de haine et de discrimination envers les musulmans et en faire une partie prenante des outils de lutte contre le terrorisme, dont en premier lieu la promulgation de législations visant à lutter contre les crimes de haine, poursuivre leurs auteurs, lancer des campagnes pour réfuter les impostures et les préjugés à l'encontre des musulmans, révéler la vérité sur la tolérance de l'islam, promouvoir les principes de dialogue et de respect mutuel et consolider les valeurs de coexistence entre les êtres humains. ■

Chef de rédaction

Altahalouf

Magazine trimestriel publié par le
Centre de la CIMCT

التحالف الإسلامي العسكري لمحاربة الإرهاب

ISLAMIC MILITARY COUNTER TERRORISM COALITION

